



Réflexion sur les Méthodes d'Analyse et de Ciblage en Sécurité Alimentaire en Afrique de l'Ouest

Atelier de Dakar, du 22 au 25 mai 2012

Avec le soutien de

COMMISSION EUROPÉENNE



Aide humanitaire



USAID
FROM THE AMERICAN PEOPLE

TABLE DES MATIERES

GLOSSAIRE	2
INTRODUCTION	3
A. JUSTIFICATION ET CONTEXTE	3
B. OBJECTIFS DE L'ATELIER	3
C. DEROULEMENT DE L'ATELIER	3
I. L'ANALYSE DE LA SECURITE ALIMENTAIRE DANS LE CONTEXTE DE L'AFRIQUE DE L'OUEST	4
A. ELEMENTS FONDAMENTAUX DE L'ANALYSE DE LA SECURITE ALIMENTAIRE DANS LE CONTEXTE OUEST-AFRICAIN	4
1. <i>Analyse de la situation de « référence »</i>	4
2. <i>Analyse des « chocs » et de leur impact sur les moyens d'existence et sur l'état de la sécurité alimentaire</i> ...	6
B. PRINCIPALES CONTRAINTES LIEES A L'UTILISATION DES RESULTATS DES ANALYSES	6
1. <i>Contraintes liées au cycle d'analyse-programmation</i>	6
2. <i>Contraintes liées aux outils d'analyse</i>	7
3. <i>Contraintes liées à des facteurs externes</i>	8
C. RECOMMANDATIONS AUTOUR DE L'AMELIORATION DES OUTILS D'ANALYSE	8
II. ARTICULATION ENTRE ANALYSES, PROGRAMMATION ET CIBLAGE	10
A. DONNEES FONDAMENTALES POUR LE CIBLAGE ET L'IDENTIFICATION DES FUTURS BENEFICIAIRES.....	10
B. CONTRAINTES LIEES AU CIBLAGE	11
C. RECOMMANDATIONS AUTOUR DE L'AMELIORATION DU PROCESSUS DE CIBLAGE	12
III. REFLEXIONS AUTOUR DE L'UTILISATION DES SYSTEMES DE SUIVI-EVALUATION EN VUE DE L'AMELIORATION DU CIBLAGE	14
A. PRINCIPAUX OUTILS DE SUIVI-EVALUATION	14
1. <i>Outils de vérification en amont/lors du ciblage</i>	14
2. <i>Outils de suivi post-intervention</i>	14
3. <i>Systèmes d'évaluation d'impact</i>	14
B. ELEMENTS DE RECOMMANDATION ISSUS DE L'ATELIER	15
IV. CONCLUSIONS, RECOMMANDATIONS ET PROPOSITIONS DE POINTS D'ACTION ISSUS DE L'ATELIER	16
A. CONCLUSIONS	16
B. RECOMMANDATIONS VALIDEES LORS DE L'ATELIER	16
C. POINTS D'ACTION PROPOSES PAR LES PARTICIPANTS	17
1. <i>Points d'action à mettre en œuvre dans le court/moyen terme</i>	17
2. <i>Points d'action à plus long terme (nécessitant un travail supplémentaire de formulation et de mise en perspective)</i>	18
ANNEXES	19
ANNEXE 1 : NOTE DE CONCEPT DE L'ATELIER.....	19
ANNEXE 2 : AGENDA DE L'ATELIER	21
ANNEXE 3 : LISTE DES PARTICIPANTS.....	23
ANNEXE 4 : PRINCIPALES DIFFERENCES ENTRE LES DEUX OUTILS D'ANALYSE.....	24
ANNEXE 5 : RESTITUTIONS DES DIFFERENTES SEANCES DE TRAVAIL DE L'ATELIER (TABLEAUX DE MISE EN COMMUN)	29

- **ACF** : Action contre la Faim
- **AEM / HEA** : Analyse de l'Économie des Ménages / *Household Economy Analysis*
- **CFSVA** : *Comprehensive Food Security Vulnerability Analysis*
- **CILSS**: Comité permanent Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel
- **EFSA**: *Emergency Food Security Assessment*
- **FAO**: Food and Agriculture Organization
- **FEG**: Food Economy Group
- **FGD**: Focus Group Discussion
- **IPC**: Integrated Phase Classification
- **M&E** : Monitoring and Evaluation (suivi et évaluation)
- **PAM** : Programme Alimentaire Mondial
- **PDM** : Post Distribution Monitoring
- **SAP** : Système d'Alerte Précoce
- **SC** : Save the Children
- **SNIS** : Système National d'Information Sanitaire
- **VAM** : Vulnerability Analysis Mapping (Cartographie et analyse de la vulnérabilité)
- **ZME** : Zone des Moyens d'Existence

Introduction

A. Justification et contexte

Dans un contexte de détérioration continue des conditions de vie et de l'environnement d'une grande partie de la population de l'Afrique de l'Ouest et en particulier du Sahel, la mise en place de systèmes d'analyse de la sécurité alimentaire performants est un impératif pour les différents acteurs gouvernementaux et internationaux intervenant dans la zone.

La récurrence de crises de différents types (climatiques, économiques, politiques) engendre des besoins supplémentaires en termes d'obtention d'information fiable sur l'évolution des conditions de vie des catégories de population les plus vulnérables. L'articulation entre des outils d'analyse de fond de la vulnérabilité (systèmes d'alerte précoce, études approfondies au niveau pays, profils de vulnérabilité, etc.) et la caractérisation des impacts qu'ont ces chocs sur les moyens d'existence deviennent dès lors un facteur déterminant de l'efficacité et la pertinence des réponses mises en œuvre.

Au cours des dernières années, les principaux acteurs ont adopté des approches systémiques basées sur la différenciation des systèmes de vie et de la situation socio-économique des ménages. On peut notamment citer les analyses de la vulnérabilité et de la sécurité alimentaire des ménages conformément à la stratégie d'analyse de la sécurité alimentaire du PAM (communément connue sous l'acronyme VAM) et les analyses de la vulnérabilité des ménages basées sur l'analyse de l'économie des ménages HEA / AEM. Cependant, le point crucial du ciblage des groupes les plus vulnérables, l'orientation et l'adaptation de la réponse restent sous-exploités dans la définition des modalités pratiques d'intervention.

L'atelier de réflexion sur les méthodes d'analyse et de ciblage en sécurité alimentaire organisé conjointement par le Programme Alimentaire Mondial et Action contre la Faim avec la participation de la FAO et des ONG Oxfam UK, Croix Rouge Française et Save the Children, a tenté d'apporter des éléments de réponse à ces problématiques en répondant à des questions cruciales et spécifiques au Sahel telles que : *Quels sont les facteurs qui rendent difficile l'articulation entre analyse et programmation ? Comment les contourner ? Comment exploiter au mieux les résultats issus de ces deux types d'analyse pour la programmation ? Comment améliorer ces outils d'analyse pour rendre les résultats comparables et extrapolables ? Quelles actions entreprendre afin d'améliorer la prise en compte de la vulnérabilité chronique et conjoncturelle dans les systèmes nationaux et régionaux d'analyse et de veille ?*

B. Objectifs de l'atelier

L'objectif général de l'atelier était d'évaluer et de proposer des méthodes d'analyse communes pouvant mener à un meilleur ciblage des interventions en sécurité alimentaire au Sahel. Ses objectifs spécifiques étaient :

- Revoir et comprendre les méthodologies utilisées par les acteurs de la région, y compris les indicateurs phares de chaque approche : Comprendre les avantages et limites de chaque approche pour estimer le nombre et la localisation des personnes dites vulnérables à l'insécurité alimentaire
- Comprendre et évaluer les limites de l'opérationnalisation de ces analyses dans le processus de ciblage dans le cadre des réponses d'urgence :
 - Comparer les expériences de terrain dans 5 pays de la région où les deux approches ont été pilotées et testées : Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Niger, Tchad et Sénégal
 - Présenter les bonnes pratiques de ciblage dans les différents pays de la région et comprendre leur lien avec les analyses
- Comprendre le lien avec le M&E et proposer des indicateurs cohérents pour les interventions d'urgence

C. Déroulement de l'atelier

A cet atelier ont participé environ 30 personnes, issues du PAM, de la FAO et d'ONG travaillant dans le domaine de la sécurité alimentaire (ACF, Save the Children, Oxfam, Croix Rouge française) dans différents pays de l'Afrique de l'Ouest (Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Niger, Sénégal, Tchad et des responsables au

niveau régional). Alors que l'assemblée se composait aussi bien d'analystes de la sécurité alimentaire que de chargés de programme (responsables de la programmation/mise en œuvre des projets d'assistance), il est important de noter que tous sont familiers de ces principaux concepts et approches méthodologiques d'analyse et évaluation.

Le travail s'est articulé autour de 5 sessions thématiques au cours desquelles les participants étaient amenés à réfléchir sur les forces, faiblesses et mesures d'amélioration des différentes étapes du cycle programmatique ainsi que des principaux facteurs externes conditionnant la programmation et le ciblage :

- Session 1 : Analyse et évaluation des besoins
- Session 2 : Ciblage et sélection
- Session 3 : Mise en œuvre
- Session 4 : Mise à l'échelle
- Session 5 : Recommandations et points d'action

I. L'analyse de la sécurité alimentaire dans le contexte de l'Afrique de l'Ouest

A. Eléments fondamentaux de l'analyse de la sécurité alimentaire dans le contexte Ouest-africain

1. Analyse de la situation de « référence »

L'analyse de la situation d'un pays ou d'une région en termes de sécurité alimentaire nécessite la mise en place d'études de référence. Celles-ci décrivent les moyens mis en place par les populations pour subvenir à leurs besoins fondamentaux et pour maintenir et développer leurs systèmes productifs. Par ailleurs, les états disposent de systèmes de veille qui fournissent des renseignements sur l'état d'un certain nombre d'indicateurs de base sensibles à tout bouleversement rapide affectant ces populations.

Lorsque survient une crise affectant les moyens d'existence, ces études servent de base à l'analyse conjoncturelle et sont censées permettre aux différents acteurs locaux et internationaux de caractériser le choc (localisation, type, ampleur, impacts à plus ou moins long terme, etc.) et de programmer une réponse pertinente et dans des délais adéquats.

En Afrique de l'Ouest et en particulier au Sahel, on observe une prévalence de la vulnérabilité chronique dans plusieurs zones géographiques (vulnérabilité liée en grande partie à la pauvreté), aggravée par la répétition de multiples crises ayant un impact sur la sécurité alimentaire et sur les moyens d'existence des populations. Dans ce contexte, il apparaît indispensable de disposer d'une ligne de base informative cohérente et fiable qui permette d'identifier les groupes vulnérables le plus efficacement possible et d'assurer la mise en place des réponses dans un cadre de concertation entre acteurs.

A l'heure actuelle, les principaux acteurs œuvrant dans le domaine de la sécurité alimentaire ont adopté des approches d'analyse systémiques qui s'intéressent à la fois aux causes sous-jacentes (vulnérabilité structurelle) et directes (vulnérabilité conjoncturelle) sans pouvoir toutefois les différencier dans un contexte donné. Qu'ils soient basés sur des approches qualitatives ou quantitatives, les outils d'analyse qui ont été élaborés à partir de ces approches ne génèrent pas les données de même nature ou de même fiabilité et rendent de ce fait difficile la prise en compte de toutes les données lors de la programmation et du ciblage des réponses.

Si l'intérêt d'avoir des approches différentes et potentiellement complémentaires est évident (ne serait-ce que comme moyen de vérification), il se pose cependant un certain nombre de questions liées à l'utilisation, l'interprétation, le partage et la capitalisation des résultats issus des différents types d'analyse. En effet, des différences de méthodes, d'échelle, de niveaux d'analyse et d'interprétation peuvent être un frein à la mise en place des réponses dans des délais convenables et dans certains cas peuvent conduire à alimenter des divergences de point de vue lors de l'analyse situationnelle.

Dans le cas particulier de cet atelier, les participants se sont intéressés aux deux outils d'analyse majoritairement utilisés dans le Sahel depuis plusieurs années : d'une part les instruments et le cadre global de l'analyse de la sécurité alimentaire issus de l'analyse et la cartographie de la vulnérabilité (ACV ou

VAM en anglais) mis en place par le Programme Alimentaire Mondial et l'approche basée sur l'Analyse de l'Economie des Ménages (HEA) initié par l'ONG Save the Children en partenariat avec Food Economic Group (FEG), d'autre part.

Lors de l'atelier il a été demandé aux groupes de travail d'identifier ce qu'ils considèrent être les résultats fondamentaux devant émerger des analyses de référence de la sécurité alimentaire dans le contexte ouest africain et de déterminer dans quelle mesure les principaux outils d'analyse, mis en œuvre par les acteurs humanitaires, permettent une bonne identification et caractérisation des groupes les plus vulnérables. Les résultats de cette réflexion sont résumés dans le tableau suivant.

Tableau 1 : Eléments fondamentaux pour une analyse de référence de la sécurité alimentaire

Résultats fondamentaux	Indicateurs	Remarques
Caractérisation de la dynamique de « référence »	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Calendriers des dynamiques naturelles, productives, économiques et sociales : <ul style="list-style-type: none"> ▫ Agriculture et élevage ▫ Climat ▫ Flux monétaires ▫ Evolution des prix ▫ Accès aux marchés ▫ Vente de force de travail ▫ Migrations ▫ Maladies, épidémies ▫ Consommation alimentaire ▫ Evènements culturels et communautaires 	<p>Cette caractérisation repose généralement sur la définition subjective d'une année « normale », (hors années de surabondance ou de crise majeure). Il s'avère souvent difficile d'établir ce scénario de référence en utilisant que des données quantitatives (moyennes des dernières années, triangulation avec des données secondaires issues des statistiques officielles, etc.) par conséquent, les analyses font souvent appel à la mémoire des personnes interviewées et à leur capacité à définir elles-mêmes cette situation de « normalité » (<i>exemple : établissement des profils HEA</i>).</p>
Caractérisation préalable des moyens d'existence des populations	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Identification des groupes de moyens d'existence (groupes de population dépendant majoritairement d'un ensemble défini de moyens d'existence) ▪ Localisation spatiale des zones de moyens d'existence (ZME) où la majorité des ménages y tirent l'essentiel de leur revenu et leur nourriture 	<p>Le concept de groupe/zone de moyens d'existence fait appel aux approches systémiques largement développées par le passé (zonages agro-écologiques, analyse des systèmes de production), néanmoins la méthode HEA (Household Economic Analysis) propose un cadre d'analyse unifié, centré sur le niveau ménage et ses stratégies d'existence et d'adaptation.</p> <p>L'analyse de la sécurité alimentaire VAM peut reposer sur un échantillonnage basé sur les zones de moyens d'existence et permet également d'établir des profils de ménages ayant des caractéristiques similaires d'un point de vue de leurs moyens d'existence.</p>
Typologie socio-économique des ménages	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Classification des catégories de ménage en fonction de leur « grade de vulnérabilité » <ul style="list-style-type: none"> ▫ Classification préalable en termes de groupe socio économique – dit de richesse/pauvreté par zones de moyens d'existence (<i>méthode HEA</i>) par les informateurs communautaires ▫ Classification à posteriori en termes de vulnérabilité et insécurité alimentaire (<i>analyse VAM</i>) 	<p>Disposer d'une typologie de référence des ménages permet de déterminer la sensibilité de chaque groupe aux chocs extérieurs et le risque qu'ils encourent de se trouver en situation de vulnérabilité. La définition des critères de classification et la manière d'aboutir à cette typologie diffère fortement selon l'approche méthodologique choisie.</p> <p>Avec la méthode HEA, la classification des ménages est conduite avec la population elle-même au moyen de groupes de discussion. Les analyses du système VAM utilisent souvent des outils statistiques qui déterminent les principaux critères de différenciation des ménages, ceux-ci étant principalement des indicateurs d'accès alimentaire (capital, revenus, force de travail, ...), le <i>Food Consumption Score</i> et les caractéristiques socio démographiques.</p>
Cartographie de l'insécurité alimentaire / vulnérabilité	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Cartographie des zones de vulnérabilité <ul style="list-style-type: none"> ▫ Par unité administrative et/ou zones de moyens d'existence (analyse VAM) ▫ Par ZME (méthode HEA / AEM) 	<p>Les ZME permettent un approfondissement de l'analyse en prenant en compte les moyens d'existence des ménages. Chacune des approches HEA et VAM permet ensuite de générer les résultats selon les niveaux administratifs, plus opérationnels en terme de réponse.</p>

S'il existe bien un consensus sur les types de résultats que doivent fournir les analyses de la sécurité alimentaire, les outils méthodologiques utilisés introduisent dès ce stade des différences quant à la présentation des résultats, les critères pris en considération et les niveaux spatiaux d'analyse. Derrière ces questions se profile déjà la problématique de la prise en compte de la vulnérabilité et de l'insécurité alimentaire chronique et de définition d'un cadre commun et d'indicateurs standardisés de la « pauvreté ».

Par ailleurs, on observe que les différents outils ne reposent pas sur la même échelle spatiale d'analyse. En effet, l'unité spatiale d'analyse est choisie en fonction de l'outil utilisé (ménage par groupe socio économique à l'intérieur d'une ZME, ménage choisi dans une unité administrative...) mais aussi des

moyens et du temps dont dispose l'équipe. Ainsi, dans un même pays, des analyses conduites en même temps et en réponse à un même choc, peuvent fournir des résultats très différents soit à cause de l'échelle choisie (par des effets de dilution ou de trop forte hétérogénéité à l'intérieur de l'échantillon) soit à cause de la nature des données collectées (par exemple HEA analyse l'écart observé pour la majorité des ménages sur l'effet du choc par rapport à leur situation en temps « normal »).

Ces différences peuvent par la suite constituer une contrainte à la comparaison des résultats entre différentes zones ou à l'extrapolation des résultats dans le cadre de la définition de politiques d'intervention à plus large échelle.

2. Analyse des « chocs » et de leur impact sur les moyens d'existence et sur l'état de la sécurité alimentaire

Lors d'un choc, l'analyse de la sécurité alimentaire doit être en mesure de répondre aux questions fondamentales :

- Qui est en situation de vulnérabilité?
- Combien de personnes sont en situation de vulnérabilité?
- Où sont ces personnes?
- Pourquoi sont-elles en situation de vulnérabilité?
- Quelle sera l'évolution de leur situation et quels risques menacent ces personnes?
- Quels types d'intervention doit-on mettre en œuvre pour sauver leurs vies et leurs moyens de subsistance?

Lorsque survient ce choc, l'analyse doit fournir l'estimation la plus précise possible de l'ampleur et la sévérité de celui-ci et des risques de mise en péril des vies, des moyens d'existence et des stratégies de survie des populations.

En partant des études de référence (statistiques nationales, systèmes d'alerte précoce, études approfondies type CFSVAM, profils HEA / AEM...) et en recueillant des informations et des indicateurs clés sur l'ampleur du choc, on doit aboutir à une cartographie détaillée des zones et des groupes de population affectés, reliée à des indicateurs qui permettent de mesurer l'ampleur et le type de choc subi afin d'évaluer l'écart entre la situation de référence et la situation après choc. La saisonnalité des besoins doit également être analysée et renseignée afin de recommander un calendrier mettant en avant les périodes où l'assistance devra être apportée en priorité.

Devant le défi de caractériser une situation de référence et de répondre aux principales questions sur l'impact du choc, les participants de l'atelier n'ont mis en lumière aucune hiérarchie entre les deux principales méthodes d'analyse. Ils se mettent d'accord pour dire que le système VAM et les analyses HEA sont complémentaires et permettent, l'une comme l'autre, de caractériser assez bien la vulnérabilité et de répondre aux questions fondamentales citées plus haut.

Ceci est dû en grande partie au fait qu'en Afrique de l'Ouest, les deux systèmes opèrent dans un contexte de prévalence de la vulnérabilité chronique où une part très importante de la population se retrouve de fait dans des catégories vulnérables ou potentiellement vulnérables.

Néanmoins, leur mise en œuvre génère déjà en amont un certain nombre de limites quant à l'interprétation des résultats : différenciation complexe entre vulnérabilité chronique et transitoire, différence de critères de caractérisation des typologies de ménage ou encore incompatibilité des unités spatiales d'analyse.

Ces aspects constituent un obstacle au ciblage d'actions spécifiques soit en termes de programmes d'assistance d'urgence ou de réponses visant à la construction d'une résilience sur le long terme.

B. Principales contraintes liées à l'utilisation des résultats des analyses

1. Contraintes liées au cycle d'analyse-programmation

Les principales contraintes liées au cycle programmatique concernent les délais jugés trop importants entre les phases d'analyse et la programmation de la réponse (qui inclut le ciblage et la sélection des

bénéficiaires). En effet, les délais moyens de mise en place des outils d'analyse et de publication des résultats, même avec des outils comme les EFSA ou l'analyse de l'économie des ménages (HEA et Outcome Analysis), suppose des temps incompressibles et autant de délais avant de pouvoir influencer la réponse qui font courir le risque de changements de situation (aggravation, déplacements de population, apparition de tensions communautaires, etc.)

L'autre contrainte majeure concerne les besoins importants en ressources humaines formées et en ressources logistiques que nécessitent ces évaluations. La complexité des outils d'analyse actuels requiert la mobilisation de personnel nombreux et ayant avec une certaine expertise technique au risque de nuire à l'impartialité, la qualité et la fiabilité des données collectées.

2. Contraintes liées aux outils d'analyse

Bien que les différentes analyses permettent d'avoir une idée globale assez fidèle de la situation de la sécurité alimentaire, les participants de l'atelier ont relevé des difficultés lorsqu'il s'agit d'utiliser les résultats des analyses pour mener à bien des identifications plus « fines », à des échelles spatiales plus réduites, ou encore pour extrapoler les données afin d'élaborer des stratégies d'action à des échelles beaucoup plus importantes (échelle pays ou échelle régionale).

En effet, chaque approche méthodologique et chaque outil utilisé conduit à des niveaux d'analyse et des catégorisations qui ne sont pas forcément extrapolables et comparables par la suite. Le tableau suivant compile les principales contraintes liées à l'utilisation des outils d'évaluation :

Tableau 2 : Principales contraintes d'analyse liées aux outils d'analyse

Problème	Type de résultat concerné	Explications
Questionnements sur la représentativité des résultats / impossibilité d'extrapolation	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Identification des groupes socio économiques et de zones de moyens d'existence ▪ Typologie des ménages 	<p>Avec la méthode HEA / AEM, la caractérisation des catégories socio-économiques se fait à partir d'informations secondaires et de discussions de groupe dans chaque village type. Etant donné le côté qualitatif de cette démarche, on peut s'interroger sur la possibilité d'extrapolation d'un village à un autre ou encore à l'ensemble des zones de moyens d'existence surtout pour les ZME étendus.</p> <p>Dans le cas des analyses VAM, c'est la qualité des grilles d'analyse (et la capacité des équipes) qui sera le facteur déterminant de la qualité et pertinence des données collectées. La représentativité des résultats obtenus et la possibilité d'extrapolation dépendront de la méthode d'échantillonnage considérée.</p>
Difficulté d'analyse en zone urbaine	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Identification des groupes et de ZME ▪ Cartographie des zones de vulnérabilité 	<p>Les outils d'analyse les plus utilisés aussi bien pour le VAM que pour le HEA, plutôt conçus pour le milieu rural, semblent encore insuffisants pour évaluer et caractériser la vulnérabilité en zone urbaine où les notions de groupes socio-économiques et de la vulnérabilité sont plus complexes. Quelques tests sont en cours dans certains pays pour le ciblage des interventions urbaines.</p>
Difficulté d'articulation avec les systèmes d'alerte précoce	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Cartographie des zones de vulnérabilité 	<p>Avec le perfectionnement de certains systèmes nationaux d'analyse comme les SAP, une réflexion sur la complémentarité des deux approches -pour le suivi et l'analyse de la sécurité alimentaire- telle que le suivi des sites sentinelles est nécessaire. Les SAP doivent-ils être uniquement des outils de déclenchement des évaluations ?, des outils permettant une triangulation des informations? (auquel cas il faudra travailler sur des indicateurs communs) ou doivent-ils aller assez loin dans l'analyse pour permettre d'aboutir à un pré-ciblage ?</p>
Difficulté de prise en compte des dynamiques et facteurs sociaux	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Identification des groupes de moyens d'existence ▪ Typologie des ménages 	<p>Les outils d'analyse ne permettent pas toujours d'identifier et de prendre en compte certains mécanismes internes tels que les systèmes de solidarité et de redistribution (forcée ou non), les transferts extérieurs, la mobilité des populations, etc.</p>
Difficulté d'intégration des résultats	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Cartographie des zones de vulnérabilité 	<p>L'utilisation de niveaux spatiaux d'analyse différents (unités administratives/ zones des moyens d'existence) induit des difficultés d'interprétation au niveau national et de ce fait peut ralentir l'élaboration d'une réponse globale concertée.</p>

3. Contraintes liées à des facteurs externes

Finalement, les participants ont identifié un ensemble de contraintes qui dépendent de l'environnement dans lequel se déroulent les analyses et qui nécessitent de ce fait une réflexion autour de possibles mesures d'atténuation ou d'amélioration de la coordination et de la communication avec les acteurs concernés.

Les principales contraintes -liées à des facteurs externes- identifiées sont :

- Délais supplémentaires dus à la lourdeur du mécanisme de transmission et de diffusion des informations sur la sécurité alimentaire impliquant parfois les institutions politiques au plus haut sommet de l'Etat.
- La faible fiabilité et la disponibilité de certaines données secondaires (démographiques, recensement, statistiques agricoles et d'élevage, données nutritionnelles, etc.)
- La mobilité de certaines catégories de population qui rend difficile l'évaluation ou peut remettre en question la validité de certains résultats (question des transhumants, des « exodants », etc.)
- L'influence que peuvent avoir les contraintes matérielles et/ou financières sur la qualité de l'évaluation (par exemple dans le choix des zones d'étude, la couverture de l'évaluation, le type de programmes envisagés, etc.)
- La faible implication des communautés dans les évaluations qui peut engendrer des pressions et des incompréhensions et nuire à la fiabilité et à l'acceptation des informations fournies
- L'insuffisance des capacités au niveau de certains partenaires locaux pour mener à bien les analyses
- Les financements de moyen à long terme des systèmes nationaux d'analyse de la sécurité alimentaire

C. Recommandations autour de l'amélioration des outils d'analyse

A partir des impératifs et contraintes identifiés précédemment, il a été demandé aux groupes de travail de proposer des pistes d'amélioration des outils d'analyse. Le tableau suivant présente les résultats de cette réflexion commune :

Tableau 3 : Recommandations pour l'amélioration des outils d'évaluation

Problématique posée	Voies d'amélioration
Au niveau du cycle programmatique	
Risque d'invalidation des résultats des analyses et de réponse tardive par un trop long délai entre les étapes d'analyse et de programmation	Apporter une attention particulière au « timing » des évaluations, aussi bien au moment de collecte des données qu'aux délais d'analyse et de publication des résultats
	Optimiser les données disponibles dans des études de référence (baseline) lors de l'élaboration des projections liées à la programmation
	Introduire de plus en plus l'utilisation de nouvelles technologies dans le processus d'analyse afin d'agiliser la transmission des informations et leur encodage (exemple : utilisation de SIG pour renseigner des évolutions dans les systèmes pastoraux)
Au niveau des outils méthodologiques	
Difficulté d'intégration et d'interprétation des analyses obtenues avec des approches méthodologiques différentes	Privilégier une analyse par zones de moyens d'existence en systématisant l'utilisation de cartes et de codes couleur pour l'analyse et le suivi des principaux indicateurs structurels (<i>baseline</i>) et conjoncturels (au moyen de « couches » ad hoc)
	Arriver à disposer de résultats à la fois par ZME et par zones administratives
	Mettre en place des bases de données communes sur les indicateurs clés et mises à jour régulièrement (via la standardisation de certaines informations et indicateurs de base) couplées avec la cartographie issue des analyses HEA / AEM et VAM
	Améliorer la complémentarité et l' intégration entre les différents outils d'analyse (méthode HEA / AEM et outils VAM) <ul style="list-style-type: none"> ▫ soit en définissant des standards méthodologiques (en termes d'échantillonnage, indicateurs comme la prise en compte des groupes socio économiques et des seuils de survie et des moyens d'existence comme variables) ▫ soit en visant l'élaboration d'un nouvel outil/guide tirant le meilleur de chaque approche
Difficulté de prise en compte de la vulnérabilité chronique	Améliorer le processus et les critères de caractérisation de la vulnérabilité chronique et transitoire en travaillant sur les indicateurs des études de référence (baseline) Besoin d'une réflexion de fond sur les liens pauvreté / insécurité alimentaire qui pourrait se

faire grâce aux méthodes IPC prenant en compte la chronicité de l'insécurité alimentaire

Facteurs externes / environnement de l'évaluation

Risque d'une faible fiabilité des résultats due aux biais introduits par des pressions et des incompréhensions au niveau des communautés

Intégrer davantage l'**approche communautaire** lors de la phase d'analyse en promouvant une plus grande implication des communautés et autres acteurs locaux dans les processus d'analyse et dans la prise de décisions

Sur la base de ces recommandations, les participants ont réussi à dégager un certain nombre de points d'action concrets :

Tableau 4 : Récapitulatif des points d'action proposés en vue d'une amélioration des outils d'évaluation

Amélioration des études de base (<i>baseline</i>)	Le PAM et les principaux acteurs de la sécurité alimentaire promeuvent et mettent en place de façon coordonnée des études de base informatives sur la base des deux outils principaux, VAM et HEA, dans tous les pays de la région.
Amélioration du cadre de réalisation des profils HEA	Les principaux utilisateurs de l'approche HEA (FEG, SC, services étatiques...), mènent à bien une réflexion afin d'améliorer la lisibilité des analyses HEA, notamment autour de : <ul style="list-style-type: none"> ▫ La définition d'une unité spatiale d'analyse minimum (et consensuelle) pour la réalisation des profils HEA (niveau département) ▫ La standardisation du format des rapports ▫ La mise à disposition des bases de données brutes pour tous les acteurs L'objectif ultime étant de disposer de profils HEA pour toutes les zones de moyens d'existence de tous les pays afin de pouvoir procéder plus rapidement à des analyses des résultats (<i>outcomes analysis</i>).
Facilitation du processus d'analyse des résultats	Les analystes de la sécurité alimentaire et les responsables des outils de collecte systématique d'indicateurs (SAP, SNIS, etc.) se concertent pour adapter au mieux les indicateurs de veille afin qu'ils soient utilisables pour les analyses des résultats (analyses VAM et outcome analysis de l'approche HEA)
Améliorer la complémentarité entre méthode AEM/HEA et système VAM	Le PAM, les services étatiques et les principaux utilisateurs de l'approche HEA travaillent sur la correspondance entre Zones de Moyens d'Existence (ZME) et unités administratives afin de limiter les risques d'erreurs d'extrapolation lors des étapes d'analyse des résultats et de disposer d'une échelle commune avec les analyses du système VAM (qui intègre de plus en plus l'échelle ZME)
Amélioration de la prise en compte de la vulnérabilité chronique et transitoire	Le PAM, la FAO, le CILSS et les responsables des SAP se réunissent afin d'établir une cartographie de la vulnérabilité chronique selon la saisonnalité dans le contexte du cadre harmonisé et IPC

II. Articulation entre analyses, programmation et ciblage

En se basant sur les résultats présentés dans la partie précédente, on peut affirmer qu'en dehors de contraintes extérieures et des difficultés d'utilisation et d'interprétation de certains résultats, les outils d'analyse mis en œuvre en Afrique de l'Ouest permettent généralement d'identifier les catégories de population les plus vulnérables aux chocs. Cependant, c'est au niveau des étapes de programmation et de ciblage des groupes de population à assister que l'on rencontre un grand nombre de problèmes.

Or il s'agit là d'une étape cruciale car elle détermine non seulement la pertinence mais aussi l'impact que va avoir l'intervention. Dans ce contexte, il a été demandé aux groupes de travail de s'intéresser au processus de ciblage lui-même afin d'identifier les éléments fondamentaux dont les équipes ont besoin, les éventuelles contraintes pour proposer des voies d'amélioration du ciblage à différents niveaux.

A. Données fondamentales pour le ciblage et l'identification des futurs bénéficiaires

Le tableau suivant compile les données considérées comme fondamentales pour mener à bien le ciblage en fonction de leur origine et du niveau de collecte :

Tableau 5 : Données fondamentales pour le ciblage

Niveau de collecte	Type de donnée
Données secondaires	<p><u>Au niveau de la « zone d'intervention »:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Recensement de la population ▪ Caractéristiques de la population (taille moyenne des ménages, composition) ▪ Liste complète des villages ▪ Cartes administratives à jour ▪ Informations qualitatives sur la saisonnalité, la mobilité de la population ▪ Liste des villages affectés (fournie éventuellement par les services techniques/ partenaires locaux) ▪ Listes des ménages identifiés comme vulnérables (fournies éventuellement par les services sociaux) ▪ Cartographie des autres interventions (acteurs, type d'assistance, volume d'assistance) ▪ Taux de prévalence de l'insécurité alimentaire (par catégorie socio-économique) ▪ Eventuellement les taux de malnutrition : information sur la situation nutritionnelle <p><u>Au niveau village :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Nombre de ménages à assister (pouvant venir de services ou comités communautaires, souvent lié à la capacité d'assistance) ▪ Liste des bases de données nationales, reconstitution locale (administration et collectivités locales)
Données issues de l'analyse	<ul style="list-style-type: none"> • Cartographie des zones de vulnérabilité • Population totale affectée • Filtrage des villages (<i>ranking</i>) en termes de vulnérabilité relative (<i>selon besoins et objectifs de l'intervention et des moyens financiers</i>) en prenant en compte : <ul style="list-style-type: none"> ○ Les moyens d'existence ○ Les profils de vulnérabilité ○ Le calendrier ○ La couverture des autres intervenants ○ Le niveau de déficit ○ L'accès aux soins de santé ○ Les données de santé/nutrition ○ L'accès aux marchés ○ L'enclavement des villages • Profil des ménages vulnérables / en insécurité alimentaire <ul style="list-style-type: none"> ○ Soit profil HEA / AEM ○ Soit facteurs socio-éco de vulnérabilité (chef de ménage femme, etc....) ○ Soit profil issu d'enquêtes ménage/FGD • Existence de mécanismes de solidarité/entraide • Existence de minorités peu visibles

Le tableau montre que le processus de ciblage est redevable, pour une grande partie, de l'existence de certaines **informations brutes de qualité** et notamment en ce qui concerne les données de population. Or sur le terrain, il arrive souvent que des données cruciales comme la liste des villages ou les données brutes de population ne soient pas mises à jour par les services étatiques concernés, tant au niveau national que local. Ces lacunes d'information constituent toujours un obstacle lors du ciblage car elles obligent à faire des recoupements qui ralentissent le processus.

Un autre facteur important qui ressort de ce tableau concerne l'importance du **ciblage géographique**. En effet, en pratique, et pour des raisons de temps, de disponibilité de moyens et de mise à l'échelle, les équipes sont souvent amenées à effectuer des filtrages et des classements à des échelles spatiales plus réduites que les zones de vulnérabilité définies lors de l'analyse (sous-région, groupes de villages).

Ceci implique qu'il peut y avoir des lacunes d'information entre la cartographie de la vulnérabilité fournie par les analyses et les besoins réels d'informations pour aboutir au ciblage opérationnel. En pratique, ces lacunes peuvent être en partie comblées par les statistiques locales et des données qualitatives, mais il arrive aussi que le filtrage soit plus conditionné par les moyens financiers et/ou logistiques.

Finalement, le dernier conditionnant du ciblage se situe autour des **critères de vulnérabilité** utilisés pour caractériser les ménages vulnérables car ce sont eux qui seront la base des critères de ciblage opérationnel. Or, on voit bien que ceux-ci dépendent pour une large partie du type de profilage fait lors de l'analyse.

Les expériences des participants montrent qu'en réalité l'établissement des critères de ciblage s'appuie sur des données venant aussi bien des évaluations que des informations recueillies auprès des communautés et que la complexité de ces critères ou le nombre de « filtres » appliquées aux listes de base dépend pour une grande partie de facteurs externes de moyens, de mise à l'échelle, de contraintes logistiques et politiques, etc.

B. Contraintes liées au ciblage

Le tableau ci-dessous présente les différents types de contraintes liées au ciblage et identifiées par les participants de l'atelier :

Tableau 6 : Principales contraintes du ciblage

Type de contrainte	Description
Contraintes liées aux processus de ciblage/sélection	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Risques de perte de fiabilité en raison d'un décalage trop long entre publication des résultats des évaluations et programmation/ciblage ▪ Processus généralement « lourd » nécessitant des moyens en temps, ressources humaines, logistiques et financières importants ▪ Forte dépendance aux données qui sont parfois manquantes ou peu fiables dans les contextes de terrain (données de population, listes de villages, données sur la prévalence de l'insécurité alimentaire, profils HEA / AEM insuffisamment détaillés ou non applicables à des échelles spatiales plus petites, etc.) ▪ Manque de cadre ou de standards définis en ce qui concerne la définition et l'application des critères de ciblage ▪ Processus dépendant de la possibilité d'accès total à toute la population (ce qui n'est pas toujours le cas) ▪ Difficulté de mise en œuvre en milieu urbain ▪ Absence de système de suivi du ciblage après interventions
Contraintes liées aux dynamiques locales	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Possible manque de consensus sur les critères de ciblage et leur application (au sein des comités, au niveau politique) ▪ Risque d'invalidation du ciblage en cas de mobilité des bénéficiaires ▪ Possibles biais ou difficultés d'application du fait de pression communautaire, politique, acceptation de la population
Contraintes liées à la mise à l'échelle	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Risque de couverture insuffisante du fait d'un rapport défavorable entre « <i>caseload</i> » et la réalité des besoins ou la taille de la zone d'intervention

Le tableau montre que les principales contraintes pour le ciblage se situent au niveau du processus lui-même du fait de sa complexité et des besoins importants en temps et ressources. Ce constat renforce l'idée développée dans la première partie qu'il est **nécessaire d'aboutir à un cadre d'analyse plus harmonieux et standardisé afin de disposer de données fiables et les plus détaillées** possibles dès la phase d'évaluation et d'alléger ainsi le processus de ciblage et de programmation.

Par ailleurs, la mise en lumière d'un certain manque de transparence dans l'identification et la caractérisation des critères de ciblage peut également être rapprochée de la problématique de prise en compte de la vulnérabilité chronique et plus largement de la caractérisation de la pauvreté. En effet, s'il existait un cadre plus standardisé de définition et de caractérisation de ce type de vulnérabilité, il serait plus facile d'aboutir à des critères de ciblage plus clairs et acceptables par tous.

Actuellement, il existe plusieurs grilles de caractérisation de la vulnérabilité établies par divers acteurs (listes de ménages vulnérables fournies par les services sociaux, indicateurs de pauvreté

gouvernementaux, caractéristique des groupes socio-économiques issues des HEA / AEM, rankings de vulnérabilité des systèmes VAM, etc.). L'utilisation de critères de vulnérabilité globaux et génériques, aboutissant à des critères de ciblage qui le sont tout autant, est en partie à l'origine des incompréhensions de la part des communautés et génèrent des problèmes d'acceptation. Ces problématiques font du ciblage une étape délicate du cycle programmatique, généralement peu appréciée par les équipes de terrain en charge de la mettre en œuvre en raison des tensions qu'elle crée.

A partir de ces constats, il a été demandé aux groupes de travail de réfléchir à des propositions concrètes d'amélioration du processus de ciblage. Le résultat de ce travail est présenté dans le tableau ci-dessous :

C. Recommandations autour de l'amélioration du processus de ciblage

Tableau 7 : Recommandations en vue de l'amélioration du processus de ciblage

Problématique de ciblage	Recommandations
Mise en cause des critères de ciblage par un trop long délai entre ciblage et mise en œuvre de la réponse	Réduire le temps entre programmation et mise en œuvre, notamment en intégrant et en « visibilisant » les étapes de préparation dans la planification
Risque de réponse tardive due au temps requis pour l'élaboration du ciblage	Améliorer l'identification des ménages vulnérables en responsabilisant davantage les communes dans le processus de ciblage (établissement et mise à jour fréquente de listes de ménages à risque par la communauté elle-même) – lien avec les services sociaux en place Amélioration des systèmes d'alerte précoce (SAP) afin qu'ils fournissent des informations plus détaillées permettant d'alimenter le processus de ciblage <i>Avec la question de fond : ces systèmes sont-ils capables/voués à fournir ce type de résultat ?</i>
Complexité et longueur du processus de ciblage et besoin important en moyens humains et matériels	Nécessité de mener à bien une réflexion autour du coût, du temps et des moyens requis pour le ciblage afin de mieux l'intégrer dans les processus de dimensionnement des programmes et de planification Faciliter la mise à disposition des données de vulnérabilité par une capitalisation/mise en commun des bases de données (<i>en lien avec la partie I. sur les outils d'analyse</i>) : standardisation de la présentation des informations, bases de données disponibles pour les acteurs, amélioration de la lisibilité des résultats des analyses. Amélioration des systèmes d'alerte précoce (SAP) afin qu'ils fournissent des informations sur le dimensionnement des besoins (<i>caseloads</i>) permettant d'orienter le processus de ciblage Réduire le temps et les moyens requis lors de futurs ciblage par la capitalisation des résultats issus des systèmes de suivi-évaluation (rétro-alimentation - suivi des inclusion/exclusion) compte tenu du fait que, d'une crise à l'autre, il est vraisemblable qu'une grande partie des ménages identifiés vulnérables lors d'une crise le soient toujours lors de la crise suivante (dégradation permanente des conditions de vie des ménages). Améliorer le ciblage en amont par l'affinement des outils d'analyse (par exemple en s'inspirant des fiches d'élaboration des profils HEA / AEM de référence)
Biais au niveau du ciblage dû à des pressions communautaires ou à un manque de transparence lors de la définition des critères	Renforcement de l'approche communautaire en améliorant la représentativité et l'implication communautaire. Mettre l'accent sur la représentativité des comités de ciblage/sélection (présence des leaders naturels, représentation de toutes les communautés, approche genre, représentativité des différentes classes socio-économiques...). Mettre en place un comité de plainte.
Non prise en compte de la vulnérabilité chronique	Améliorer la prise en compte de la vulnérabilité chronique à travers l'amélioration des indicateurs des systèmes d'alerte précoce Identifier lors de l'analyse les facteurs de vulnérabilité chronique et proposer des actions.
Erreurs de ciblage: identification, prise en compte, rectification	Intégration de l'analyse de la situation des ménages non-bénéficiaires dans les évaluations post-intervention (PDM...) Systématisation des outils de vérification des données au niveau des ménages : <ul style="list-style-type: none"> ▫ Vérification systématique des pré-listings ▫ Triangulation des données ▫ Vérifications visuelles ▫ Enquêtes sur un échantillon des ménages afin de vérifier les éventuelles erreurs d'inclusion ▫ Vérification de la cohérence des listes lors de l'encodage Avec une mise en place systématique de systèmes de rectification lorsqu'un certain niveau d'erreur est constaté

Les principales propositions en vue de l'amélioration du processus de ciblage concernent **l'optimisation des résultats en amont**. Les propositions concernant une amélioration des outils d'analyse rejoignent les

recommandations présentées dans la partie I., notamment en ce qui concerne la **mise en commun et l'harmonisation des bases de données existantes**. Il est intéressant de remarquer que les participants de l'atelier accordent également un rôle important aux systèmes d'alerte précoce dans l'amélioration du processus de ciblage. Les propositions d'amélioration vont dans le sens d'une adéquation des indicateurs et des résultats fournis aux besoins programmatiques (meilleure caractérisation des groupes vulnérables, de leur localisation, données chiffrées sur les *caseloads*) mais aussi dans le sens d'**une meilleure prise en compte de la vulnérabilité chronique**.

Finalement, l'autre facteur d'amélioration du processus de ciblage se situe au niveau des vérifications issues des systèmes de suivi-évaluation, avec la définition d'indicateurs de suivi du ciblage mesurés lors d'enquêtes dans les ménages et la mise en place de véritables systèmes de vérification qui permettent des rectifications rapides en cas d'erreurs trop significatives.

Sur la base de ces recommandations, les participants ont réussi à dégager un certain nombre de points d'action concrets :

Tableau 8 : Récapitulatif des points d'action proposés en vue d'une amélioration du processus de ciblage

<p>Raccourcissement et simplification du processus de ciblage par l'harmonisation et la capitalisation des informations en amont</p>	<p>Les acteurs de l'analyse de la sécurité alimentaire et les instances étatiques concernées travaillent à l'amélioration et l'adaptation des indicateurs des SAP pour qu'ils alimentent le processus de ciblage. Cette amélioration se baserait sur des discussions approfondies entre les divers acteurs sur la mise à niveau des critères de vulnérabilité, des unités spatiales, du 'timing des résultats et de l'opérationnalisation du ciblage</p> <p>En plus du travail de mise en place de lignes de base communes fondées sur les deux principaux outils d'analyse (<i>voir point d'action de la partie I.</i>) les acteurs de l'analyse de la sécurité alimentaire et les instances étatiques concernées travaillent à la standardisation et à l'harmonisation d'autres bases de données utiles au processus de ciblage (bases de données sur la vulnérabilité, la pauvreté, résultats des systèmes de suivi évaluation, etc.)</p>
<p>Amélioration du ciblage par le perfectionnement des outils d'analyse</p>	<p>Les acteurs de la sécurité alimentaire et les états se concertent sur la mise en place de profils HEA/AEM de référence sur l'ensemble du territoire (ou là où ils manquent) selon un cadre harmonisé :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▫ Zonage harmonisé : découpage en ZME en tenant compte des unités administratives ▫ Définition consensuelle des critères de vulnérabilité retenus ▫ Mise en place d'un cadre méthodologique standard et des formats-types de présentation des résultats ▫ Formation adéquate des équipes à l'utilisation des outils

III. Réflexions autour de l'utilisation des systèmes de suivi-évaluation en vue de l'amélioration du ciblage

La plupart des acteurs mettant en œuvre des programmes d'assistance disposent de systèmes de suivi-évaluation destinés à vérifier les hypothèses de départ et la pertinence du ciblage et du type d'intervention : a-t-on visé les bonnes catégories de population ?, l'assistance a-t-elle atteint les plus vulnérables ?, et au delà, la réponse apportée répond-elle aux besoins des populations et a-t-elle un impact sur l'amélioration de leurs conditions de vie ?

L'intérêt et l'importance de la mise en œuvre de ces outils d'évaluation font l'objet d'un large consensus, cependant la qualité de mise en œuvre et la prise en compte de leurs résultats, dans la programmation, peuvent parfois se heurter à des contraintes de temps et de moyens. En partant de ces constats et avec des exemples concrets de systèmes de monitoring-évaluation mis en œuvre par les organisations présentes à l'atelier, les participants ont été amenés à réfléchir sur les possibles voies d'amélioration de ces systèmes afin de mieux rétro-alimenter le processus de ciblage.

A. Principaux outils de suivi-évaluation

Les présentations et les discussions en plénière montrent que l'on dispose d'outils de suivi-vérification à divers stades du processus programmatique.

1. Outils de vérification en amont/lors du ciblage

Il existe des outils de vérification qui peuvent intervenir en amont du ciblage et qui permettent, par conséquent, de limiter les risques d'erreur et de gagner du temps. D'une manière générale il s'agit de vérifications faites sur les pré-listes ou listes de bénéficiaires avant la mise en œuvre de l'intervention et qui peuvent être de différente nature :

- Vérifications qualitatives : triangulation auprès de différentes sources, vérification et validation lors de groupes de discussion, vérifications visuelles.
- Vérifications quantitatives (enquêtes) : vérification de la cohérence des listes lors de l'encodage (confrontation avec les critères de ciblage), réalisation d'enquêtes de vérification auprès d'un échantillon réduit avec un seuil de marge d'erreur toléré, etc.

Leur impact sur la qualité du ciblage n'est effective qu'à condition d'établir des seuils d'erreur qui déclenchent des mécanismes de rectification voire d'annulation des listes fournies.

2. Outils de suivi post-intervention

Il s'agit d'évaluations conduites pendant ou immédiatement après l'intervention. Les outils dont on dispose sont divers et généralement adaptés aux besoins de chaque organisation en termes d'évaluation. D'une manière générale on peut distinguer :

- des outils plutôt qualitatifs : enquêtes qualitatives ou FGD auprès des bénéficiaires sur leur satisfaction, d'éventuelles plaintes, identification de phénomènes de redistribution, etc.
- des outils quantitatifs : évaluations in-situ, enquêtes de monitoring post distribution (PDM), food basket monitoring, etc.

En cas d'erreur, la réactivité est généralement moins importante dans ce cas car il s'avère souvent difficile de reprendre le ciblage ou d'introduire des changements dans les modalités d'intervention à ce stade. D'où l'importance d'une bonne capitalisation de ces résultats et de l'intégration systématique des leçons tirées dans les processus de ciblage réalisés par la suite.

3. Systèmes d'évaluation d'impact

Finalement, il est important de disposer de lignes de base fiables et complètes qui permettent d'évaluer l'impact des interventions sur les populations bénéficiaires (et non bénéficiaires). Pour cela, une attention particulière doit être apportée à la définition des indicateurs de baseline afin qu'ils soient facilement mesurables et compatibles avec les outils de suivi-évaluation mis en œuvre.

Un autre aspect abordé pendant l'atelier concerne l'intérêt de mettre en place des **évaluations communautaires des programmes** (et en particulier des processus de ciblage) afin d'intégrer dans la réflexion la perception et les pistes d'amélioration issues des communautés.

B. Eléments de recommandation issus de l'atelier

Les principales problématiques identifiées autour des systèmes de suivi évaluation se situent au niveau de la définition des critères de ciblage en amont, des outils de suivi du ciblage et de la question de l'évaluation des impacts des interventions. Le tableau suivant présente en détail les différentes questions soulevées :

Tableau 9 : Problématiques autour des systèmes de suivi-évaluation

Type de problématique	Questions soulevées lors de l'atelier
Définition des critères de ciblage (en amont)	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Antagonisme entre le niveau souhaitable de complexité des critères de ciblage qui assure à priori un meilleur filtrage et le besoin important en temps et moyens pour en assurer le suivi ▪ Besoin d'une réflexion autour du « coût » (temps, moyens) du suivi du ciblage compte tenu notamment des phénomènes de redistribution
Suivi du ciblage	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Comment améliorer le suivi du ciblage en utilisant des groupes de contrôle/groupes témoins. Faut-il mener des enquêtes auprès des non bénéficiaires ? ▪ Quels mécanismes de vérification et surtout quels moyens de rectification mettre en œuvre étant donné les contraintes de temps et matérielles rencontrées sur le terrain ? ▪ Quels outils de suivi du ciblage ? (quantitatifs et qualitatifs) ▪ Comment concilier les différentes « portes d'entrée » pour définir les critères de ciblage qui découlent de l'utilisation de différents outils/approches (ciblage partant du niveau d'insécurité alimentaire/ciblage partant des catégories socio-économiques)
Evaluation d'impact des programmes	<ul style="list-style-type: none"> ▪ De quelle manière les systèmes de suivi-évaluation peuvent-ils contribuer à une meilleure prise en compte de l'évolution ou de l'impact sur la vulnérabilité chronique ? ▪ Quelle place donner aux communautés dans le suivi et l'évaluation des programmes

Certaines de ces questions n'ont pas trouvé de points de recommandations clairs à l'issue de cet atelier, notamment celles qui concernent la caractérisation des outils de suivi les plus pertinents et le lien avec les portes d'entrée du ciblage imposées par les outils d'analyse utilisés en amont.

De l'avis des participants, il n'est pas évident de caractériser des outils de suivi standard, qu'ils soient qualitatifs ou quantitatifs, étant donné les contraintes particulières à chaque type d'intervention. En revanche, il y a consensus sur l'intérêt d'intégrer des outils de vérification à la fois qualitatifs et quantitatifs, les premiers permettant de prendre en compte et de comprendre les dynamiques complexes de redistribution et les seconds permettant de réajuster les modes de ciblage et d'intervention.

De la même manière, il y a une convergence d'avis sur l'indifférence d'avoir des critères de ciblage socio-économiques ou d'insécurité alimentaire étant donné la prévalence de la vulnérabilité chronique dans cette région. Avec cependant des risques inhérents à chaque type d'approche (risque d'exclusion de groupes vulnérables au regard de la sécurité alimentaire mais qui ne se trouvent pas à priori dans les catégories socio-économiques les plus pauvres dans le cas de l'analyse de l'économie des ménages, prise en compte non systématique de la vulnérabilité chronique avec les outils du VAM).

Les principales recommandations formulées par les participants se situent plutôt autour de la gestion des données issues des systèmes de suivi évaluation et de son amélioration en vue d'un gain de temps et de moyens.

Tableau 10 : Recommandations en vue de l'amélioration des systèmes de suivi-évaluation

Problématique	Recommandations
Allègement des moyens requis pour mettre en œuvre les systèmes de suivi-évaluation	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Lorsque les moyens financiers sont limités, il faut accorder une plus grande importance aux critères de pré-ciblage géographique ▪ Valorisation des données déjà existantes et en particulier de celles liées à l'analyse de la vulnérabilité chronique ▪ Nécessaire partage d'informations et capitalisation des bases de données (zones, listes de bénéficiaires, méthodes de ciblage) des interventions d'urgence avec les programmes de long terme (développement, filets sociaux de sécurité) ▪ Mise en place de comités de plaintes
Amélioration des critères de suivi du ciblage	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Validation systématique des critères de suivi avec les communautés ▪ Meilleure intégration des outils de suivi qualitatifs et quantitatifs ▪ Evaluation communautaire des programmes et en particulier du ciblage ▪ Améliorations itératives du processus analyse-opérationnalisation-suivi-évaluation

IV. Conclusions, recommandations et propositions de points d'action issus de l'atelier

A. Conclusions

L'intérêt et l'implication des participants à cet atelier est la preuve que la problématique du ciblage et de son lien avec les systèmes d'analyse et évaluation est au cœur des préoccupations des acteurs de la sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest.

La réflexion autour des outils d'évaluation utilisés majoritairement dans cette région a posé d'emblée la question du **besoin d'amélioration de la complémentarité entre les principales méthodes d'analyse**. Par ailleurs, il est apparu évident qu'il existe encore une marge d'amélioration des outils existants afin de les rendre plus compatibles avec les besoins informatifs et méthodologiques liés aux étapes ultérieures de programmation.

En ce qui concerne l'articulation entre ces outils et le processus même de ciblage, les préoccupations se centrent principalement sur le besoin de rendre ce processus plus efficace (et en particulier plus rapide) et d'améliorer la qualité des indicateurs à l'origine des critères de ciblage afin qu'ils **rendent compte de la vulnérabilité chronique et transitoire**.

Finalement, l'atelier a mis en lumière l'importance des systèmes de suivi évaluation pour l'amélioration de la qualité et du suivi du ciblage, et la nécessité de mettre en place des mécanismes de gestion et de capitalisation des informations

En conclusion, nous présentons les principales recommandations générées lors de l'atelier et qui répondent à des problématiques avant de dessiner un schéma de points d'action pour le guidage concret des actions à entreprendre à court et long terme.

B. Recommandations validées lors de l'atelier

Les recommandations produites par les groupes de travail se sont articulées autour de trois questions principales :

- Que faudrait-il faire et avec quels acteurs pour améliorer la prise en compte à la fois de la vulnérabilité chronique et conjoncturelle dans tout le processus de l'analyse au suivi/évaluation?
- Comment aboutir à un guide de bonnes pratiques sur la complémentarité entre les différentes méthodes (HEA/VAM)? Avec quels acteurs? A quel niveau?
- Quels points d'action pour capitaliser les leçons tirées en termes de méthodes de ciblage et S&E pour pouvoir les valoriser lors de la prochaine crise?

Le tableau suivant présente l'ensemble des recommandations proposées autour de chaque question :

Problématique	Recommandations issues de l'atelier
Prise en compte de la vulnérabilité chronique et conjoncturelle	<p>Amélioration de la prise en compte de la vulnérabilité chronique au niveau des outils d'analyse</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Renforcement de l'analyse au niveau des groupes de population affectées (caractérisation chronique/transitoire) ▪ Capitalisation des données issues des analyses ▪ Intégration d'autres niveaux de données dans les analyses : niveau de vie des ménages, indices de pauvreté au niveau national, séries agro, etc. ▪ Renforcement des capacités de suivi de la vulnérabilité chronique par les acteurs locaux (communes, mairies, collectivités territoriales) ▪ Promotion d'outils d'analyse qui mettent en lumière la vulnérabilité conjoncturelle <p>Amélioration de la prise en compte de la vulnérabilité chronique au niveau des systèmes nationaux</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Renforcement des cadres nationaux de concertation pour inclure vulnérabilité et chronicité ▪ Développement des contacts et réseaux avec les structures en charge de l'analyse et de la prise en charge de la pauvreté (Ministères, Banque Mondiale, acteurs du développement) ▪ Travail autour des indicateurs de la pauvreté à différents niveaux : relativité entre définition de la pauvreté selon la méthode HEA / AEM et indicateurs nationaux de pauvreté ▪ Incorporation de l'analyse de la vulnérabilité chronique dans les outils utilisés par les acteurs humanitaires et les systèmes d'alerte précoce ▪ Coordination entre programmes d'urgence et actions de long terme lors de la programmation des réponses d'urgence (acteurs humanitaires/acteurs du développement) ▪ Amélioration des mécanismes d'alerte précoce régionaux à travers une amélioration de la qualité des indicateurs du cadre harmonisé ▪ Elargissement du cadre de suivi/évaluation (en s'appuyant sur le leadership des gouvernements) ▪ Elargissement du cadre des partenaires (en intégrant les systèmes de protection sociale)
Complémentarité entre les deux approches d'analyse	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Elaboration d'un guide de bonnes pratiques sur l'utilisation des outils d'analyse au niveau national et régional ▪ Développement de la complémentarité VAM/HEA et l'intégration avec les approches gouvernementales des SAP ▪ Mise à jour des profils des ZME et remplissage des éventuelles « lacunes » de couverture d'analyse ▪ Prise en compte des ZME dans les échantillonnages, dans les analyses VAM ▪ Travail sur la concordance/compatibilité entre les ZME et le découpage administratif
Capitalisation autour du ciblage et du suivi-évaluation	<p>Gestion de l'information</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Harmonisation des formats et de la mise en commun des bases de données au niveau pays ▪ Conservation des listes des bénéficiaires au niveau des communautés, villages, autorités locales avec des formats compatibles <p>Processus</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Evaluation, capitalisation et partage d'expériences sur les méthodes de ciblage (en partant de la gestion de la crise de 2012)

C. Points d'action proposés par les participants

1. Points d'action à mettre en œuvre à court/moyen terme

Premier bilan sur l'utilisation des différents outils lors de la crise de 2012

Réalisation d'un premier bilan de la gestion de la crise de 2012 à travers la mise en place d'un groupe de travail multi acteurs réunissant des représentants des systèmes d'alerte précoce, du PAM, de la FAO et des ONG dont l'objectif serait de dégager les principales forces, faiblesses, convergences et synergies liées aux analyses conduites suivant les différentes approches méthodologiques et en particulier les analyses VAM et les profils HEA / AEM

Ce groupe de travail devra également fournir des recommandations aux principaux utilisateurs de l'approche HEA (FEG, SC, services étatiques...) en vue de l'amélioration des analyses HEA/AEM, notamment en termes d'échelle spatiale d'analyse et de l'extrapolation des résultats lors de l'*outcome analysis*

Guide de bonnes pratiques sur la complémentarité entre outils d'analyse

A partir des résultats dégagés par le groupe de travail et en partant d'un cas concret de zone dont l'évaluation a utilisé à la fois les analyses VAM et la méthode HEA / AEM (par exemple le Niger, le Tchad ou le Burkina Faso) un groupe de travail composé de spécialistes de l'analyse issus de différentes organisations (à définir) doit tirer les leçons de la programmation de 2012, les points de convergence/divergence entre les deux approches et aboutir à la rédaction d'un guide de bonnes pratiques centré sur la complémentarité entre les deux approches

2. Points d'action à plus long terme (nécessitant un travail supplémentaire de formulation et de mise en perspective)

Actions de plaidoyer

Instaurer une réflexion sur les actions de plaidoyer à mener à bien pour promouvoir une prise en compte systématique de la vulnérabilité chronique auprès des gouvernements, bailleurs de fonds et acteurs humanitaires et du développement.

Ce plaidoyer doit porter sur la responsabilité collective d'améliorer l'analyse, la mise en œuvre et le suivi-évaluation au regard des besoins très importants en Afrique de l'Ouest et en particulier au Sahel.

Ils doivent plaider pour un engagement réel des Etats (inscription des systèmes d'alerte précoce et des programmes de réponse d'urgence dans les budgets) afin de s'affranchir progressivement des financements conjoncturels.

Lignes de recherche sur la caractérisation de la vulnérabilité chronique

Instaurer une réflexion sur les lignes de recherche qui devraient être prioritaires afin de mieux comprendre les liens entre les deux types de vulnérabilité (avec en toile de fond les liens pauvreté-insécurité alimentaire)

Un premier pas pourrait être de rendre visibles et de communiquer autour des initiatives d'intégration entre sécurité alimentaire et pauvreté (exemple : travail conjoint BM-PAM)

Harmonisation des systèmes d'analyse

Instaurer une réflexion sur les modalités de mise en place d'un cadre de travail autour de la cartographie de la vulnérabilité, qui prend en compte à la fois la récurrence des chocs, la saisonnalité, l'amélioration des indicateurs et la définition de standards méthodologiques (notamment sur les niveaux d'analyse, l'utilisation de données quantitatives/qualitatives, etc.)

Ce travail peut être conduit au niveau du cadre harmonisé et doivent y participer des représentants des instances gouvernementales concernées, le CILSS, les SAP, le PAM et la FAO

Annexe 1 : note de concept de l'atelier



Atelier de réflexion sur les méthodes d'analyse et de ciblage en sécurité alimentaire Note Conceptuelle



Lieu et Date : Dakar - du 22 au 25 Mai 2011, 3 jours et demi

Langues : Français

Introduction

La récurrence des crises alimentaires et nutritionnelles au Sahel souligne la détérioration continue des conditions de vie d'une frange de la population enclenchée depuis une vingtaine d'années sous les effets de l'accroissement démographique et de la dégradation écologique. Les stratégies d'adaptation des populations sont de plus en plus limitées : mécanismes d'entraide érodés par les transformations sociales et dépassés par l'intensité des sollicitations, stratégies d'accès aux ressources perturbées par les différents événements et tensions politiques dans la région, etc.

Les difficultés alimentaires affectent de plus en plus de ménages Sahéliens chaque année, et un choc, même de petite envergure (déficit de production, mauvaise pluviométrie, fluctuation des prix sur les marchés, etc.) a des conséquences de plus en plus importantes sur la situation des populations, voire irréversible pour un grand nombre de ces ménages (décapitalisation extrême, etc.).

Certes, la récurrence des crises au Sahel nécessite de réinterroger les présupposés de la politique actuelle de sécurité alimentaire afin de s'assurer de sa cohérence entre les enjeux de court et de long terme. Mais **de façon urgente, l'ampleur de ces crises, le nombre de populations affectées sans cesse croissant, impose de réinterroger les méthodes et modes d'intervention de secours pour ces populations : qui sont les ménages les plus affectés, qui sont les ménages les plus vulnérables, comment les identifier ?**

Les questions de dimensionnement et d'orientation de l'aide deviennent prédominantes pour la transparence, l'efficacité, l'efficience et l'impact des interventions.

Justification

Depuis 2005, les dispositifs (nationaux et régionaux) d'information sur la sécurité alimentaire ont évolué, notamment sur les résultats suivants :

- Les processus d'analyse et d'alerte ont largement intégré l'approche accessibilité, suivi du pouvoir d'achat et anticipation des comportements des marchés, même si de nombreux points restent encore à améliorer ;
- Ces mêmes processus ont intégré, dans une certaine mesure, le suivi de l'environnement socio-économique des pays sahéliens et de leur impact sur la situation et les stratégies de résilience des ménages ;
- L'intégration dans les analyses de vulnérabilité des dimensions nutrition et santé a été grandement améliorée, même si de nombreuses améliorations restent encore à faire du point de vue de la collecte, de l'interprétation et de l'utilisation de ces informations à tous les niveaux ;
- Le suivi et l'analyse de la vulnérabilité des ménages fondés sur la différenciation des systèmes de vie et socio-économie des ménages ont été largement améliorés à tous les niveaux, notamment par la dissémination des analyses « économie des ménages » renforçant l'ouverture des réseaux d'analyse d'information vers les communautés elles-mêmes ;

Nous comprenons mieux qui, aujourd'hui, risque le plus d'être exposé à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition au Sahel, et pourquoi. Cependant, beaucoup d'efforts restent à fournir pour que ces processus d'information, d'analyse et d'alerte servent effectivement la programmation et la définition des modalités pratiques d'intervention en cas de crises.

Pour les acteurs, le point crucial de l'orientation et de l'adaptation de l'aide sur la base de la différenciation des systèmes de vie et de la situation socio-économique des ménages reste sous-exploité dans la définition des modalités pratiques d'intervention malgré l'amélioration et la dissémination des « analyses de vulnérabilité et de la sécurité alimentaire des ménages » basées sur l'approche « VAM » et des « analyses de la situation alimentaire des ménages » basées sur l'approche « HEA ».

Pourquoi ? Ces deux méthodes d'analyses sont-elles effectivement exploitables pour la programmation ? Ces méthodes comportent-elles des éléments contradictoires difficiles à interpréter et donc à prendre en compte dans la

définition des programmes ? D'autres éléments, non retracés par ces méthodes, doivent-ils influencer l'orientation de l'aide ? Ces méthodes sont-elles adaptées et adaptables aux besoins d'information de tous les acteurs ?

Sur la base de ces questions fréquentes, et sur la base des expériences récentes au Sahel, **Action Contre la Faim et le Programme Alimentaire Mondial organisent cet atelier à l'attention des spécialistes en évaluation de la sécurité alimentaire, des experts en programmation et gestionnaires de programmes dans la région** devant faire le lien entre résultats des études de vulnérabilité et implémentation et suivi de projets d'urgence.

Objectif général de l'Atelier :

Evaluer et proposer des méthodes et des évaluations communes pouvant mener à un meilleur ciblage des interventions des interventions en sécurité alimentaire au Sahel.

Objectifs Spécifiques de l'Atelier :

- Revoir et comprendre les méthodologies utilisées par les acteurs de la région, y compris les indicateurs phares de chaque approche : Comprendre les avantages et limites des approches pour estimer le nombre et la localisation des personnes dites vulnérables à l'insécurité alimentaire
 - Comprendre et évaluer les limites de l' « opérationnalisation » de ces évaluations dans le ciblage des réponses d'urgence :
 - Comparer les expériences de terrains dans 5 pays de la région où les deux approches ont été pilotées et testées : Niger, Mauritanie, Burkina Faso, Tchad et Sénégal
 - Présenter les bonnes pratiques de ciblage dans les différents pays de la région et comprendre leur lien avec les évaluations
 - Comprendre le lien avec le M&E et proposer des indicateurs cohérents pour les interventions d'urgence

Résultats attendus :

- Les participants améliorent leur connaissance des méthodes d'analyse et de leur utilisation pour le ciblage et la programmation.
- Des recommandations conjointes sont adressées aux différents acteurs impliqués pour améliorer les méthodes d'évaluation et de ciblage dans les interventions d'urgence
- Des indicateurs de suivi – évaluation harmonisés sont proposés pour les interventions d'urgence en sécurité alimentaire.

Participants :

Les participants seront des spécialistes en évaluation de la sécurité alimentaire, familiers avec les deux méthodes, mais aussi des experts en programmation et gestionnaires de programme ayant eu à faire le lien entre résultats des études de vulnérabilité et implémentation et suivi de projets d'urgence. L'atelier se concentrera particulièrement sur les échanges d'expérience et d'expertise entre 5 pays de la région : Niger, Mauritanie, Burkina Faso, Tchad et Sénégal.

Documents utiles

- VAM, analyse de la sécurité alimentaire ; http://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/liaison_offices/wfp221441.pdf
- Comprehensive Food Security and Vulnerability Analysis (CFSVA); <http://www.wfp.org/food-security/assessments/comprehensive-food-security-vulnerability-analysis>
- Emergency Food Security Assessment (EFSA); <http://www.wfp.org/food-security/assessments/emergency-food-security-assessment>
- The Practitioners' Guide to the Household Economy Approach; <http://www.savethechildren.org.uk/resources/online-library/practitioners%E2%80%99-guide-household-economy-approach>
- Household Economy Approach Informations; <http://www.feg-consulting.com/test/household-economy-approach-information>
- Household Economic Approach – Sahel; <http://www.hea-sahel.org/index.php>
- La lutte contre l'insécurité alimentaire au Sahel : permanence des questionnements et évolution des approches - Cahiers Agricultures. Volume 19, Numéro 3, 177-84, mai - juin 2010, Étude originale – Pierre Janin ; http://www.jle.com/fr/revues/agro_biotech/agr/e-docs/00/04/58/3B/article.phtml

Annexe 2 : Agenda de l'atelier

Atelier de réflexion sur les méthodes d'analyse et de ciblage en sécurité alimentaire

Dakar du 22 au 25 mai 2012

JOUR 1, Mardi 22 mai		
Horaire	Sujet / Activité	Présentateurs / facilitateurs
INTRODUCTION		
8.30 – 9.00	Enregistrement des participants et installation	Secrétaire
9.00 – 9.30	Présentation des facilitateurs Présentation de l'Agenda Briefing sur les aspects logistiques de l'atelier	PAM - ACF
9h30 – 10.15	Présentation méthode HEA/Outcome Analysis et principaux indicateurs d'estimations et de ciblage – limites et difficultés	Save the Children / FEG
10.15 – 11.00	Présentation méthode VAM et principaux indicateurs d'estimation et de ciblage – limites et difficultés	VAM régional
11.00 – 11.15	Pause Café	
11.15 – 12.30	Présentation par pays (10' par pays) Lien entre analyse et méthode de ciblage Points forts / points faibles / leçon apprises et questionnement en suspens	Participants
12.30 – 13.15	Résumé des points forts / points faibles / leçons apprises Relevé des attentes des participants vis-à-vis de l'atelier	Facilitateur
13.15 – 14.30	Pause Déjeuner	
SESSION 1 : Analyse et évaluation		
14.30- 14.45	Introduction au travail de groupe	Facilitateur / organisateurs
15.00 – 16.00	Groupes de travail Utilisation des méthodes pour l'analyse et évaluation – quelles améliorations apporter ? ⇒ Forces, faiblesses, mesures de valorisation et mesure d'atténuation	Groupes de travail (3)
16.00 – 16.15	Pause Café	
16.15 – 16.45	Restitution des groupes de travail : 10' par groupe	Groupes de travail (3)
16.45 – 17.30	Consolidation et Résumé des recommandations « analyse et évaluation »	facilitateur
JOUR 2, Mercredi 23 mai		
8.30 – 8.45	Introduction au jour 2 (agenda – lien jours précédents)	Facilitateur
SESSION 2 : Programmation et ciblage		
8.45 – 9.45	Introduction au travail de groupe	Facilitateur / organisateurs
9.45 – 10.45	Groupes de travail Utilisation des méthodes pour la programmation et le ciblage – quelles améliorations apporter ? ⇒ Forces, faiblesses, mesures de valorisation et mesure d'atténuation	Groupes de travail (3)
10.45 – 11.00	Pause Café	
11.00 – 11.30	Restitution des groupes de travail : 10' par groupe	Groupes de travail (3)
12.30 – 13.15	Consolidation et Résumé des recommandations « programmation et ciblage »	Facilitateur
13.15 – 14.30	Pause déjeuner	
SESSION 3: Mise en oeuvre		
14.30– 14.45	Objectifs de la session et Introduction au travail de groupes	
15.00 – 16.00	Groupes de travail : Mise en œuvre (lien avec les plans de réponses des gouvernements, agendas politiques, lien SAP/CILSS) ⇒ Forces, faiblesses, mesures de valorisation et mesure d'atténuation	Groupes de travail (3)
16.00 – 16.15	Pause café	
16.15- 16.45	Restitution des groupes de travail : 10' par groupe	Groupes de travail (3)
16.45 – 17.30	Consolidation et Résumé des recommandations « mise en œuvre »	Facilitateurs
JOUR 3, jeudi 24 mai		
8.30 – 8.45	Introduction au jour 2 (agenda – lien jours précédents)	facilitateur
SESSION 3: Suivi et évaluation		
8.45 – 9.00	Présentation des objectifs de la session / Présentations et discussions plénières	Facilitateurs / organisateurs
9.00 – 10.15	Suivi du ciblage (erreurs d'exclusion / inclusion, standard de vérification) : 2 expériences présentées (15' par expérience) – 40' échanges / leçons apprises et recommandations)	2 présentateurs Facilitateur
10.15 – 10.45	Pause Café	
10.45 – 12.00	Utilisation des méthodes comme baseline / endline : 1expérience HEA / 1	2 présentateurs

	expérience VAM (15' par présentation – 40' discussions / leçons apprises et recommandations)	Facilitateur
12.00 – 13.00	Consolidation et Résumé des recommandations « Suivi et évaluation »	Facilitateur
13.00 – 14.30	Pause déjeuner	
SESSION 4: Mise à l'échelle		
14.30 – 14.45	Présentation des objectifs de la session	Facilitateurs / organisateurs
14.45 – 15.00	Présentation des bailleurs – attentes pour une mise à l'échelle / lien avec la contrainte financière	ECHO / OFDA
15.00 – 15.15	Introduction aux travaux de groupes	Facilitateurs / organisateurs
15.15 – 16.00	Travaux de groupes: principales contraintes pour une mise à l'échelle : identification, proposition de mesures d'atténuation 1) Timing et timeframe 2) Volume financier 3) Partenariats, formation, RH	Groupes de travail (3)
16.00 – 16.15	Pause Café	
16.15 – 16.45	Restitutions des groupes de travail (10' par groupe)	Groupes de travail
16.45 – 17.30	Consolidation et Résumé des recommandations « mise à l'échelle »	Facilitateur

	JOUR 4, Vendredi 25 mai	
8.30 – 8.45	Introduction au jour 2 (agenda – lien jours précédents)	Facilitateur
Validation des recommandations et conclusion		
8.45 – 11.15	Résumé des recommandations de chaque partie, validation des recommandations en plénière. Recommandations générales	Facilitateur
11.15 – 11.30	Pause Café	
11.30 – 13.00	Evaluation de l'atelier - cloture	Facilitateur
13.30 – 14.30	Pause déjeuner	

Annexe 3 : Liste des participants

Noms/prénoms	Bureaux/pays	Email
Maliki Mahamane	PAM Rome	maliki.mahame@wfp.org
Lawan Tahirou	PAM Niger	lawan.tahirou@wfp.org
Telesphore Ouedraogo	PAM Burkina Faso	telesphore.ouedraogo@wfp.org
Jonas Soubeiga	PAM Burkina Faso	jonas.soubeiga@wfp.org
Maria Luigia Perenze	PAM Sénégal	marialuigia.perenze@wfp.org
Daddy Danbakoye	PAM Sénégal	daddy.danbakoye@wfp.org
Isabelle Dia (présente le jeudi)	PAM Sénégal	isabelle.dia@wfp.org
Diaba Ba (présent le jeudi)	PAM Sénégal	diaba.ba@wfp.org
Raphael Chuinard	PAM Tchad	raphael.chuinard@wfp.org
Sylla Moyabi	PAM CIV	sylla.moyabi@wfp.org
Moustapha Toure	PAM CIV	moustapha.toure@wfp.org
Xavier Huchon	Croix-Rouge Fr Régional	fs-westafrica.frc@croix-rouge.fr
Cedric Charpentier	PAM BR Dakar	cedric.charpentier@wfp.org
Naouar Labidi	PAM BR Dakar	naouar.labidi@wfp.org
Malick Ndiaye	PAM BR Dakar	malick.ndiaye@wfp.org
Catherine Pirling	PAM BR Dakar	catherine.pirling@wfp.org
Patricia Hoorelbeke	ACF Afrique de l'Ouest	p.hoorelbeke@actionagainsthunger.org.uk
Christophe Breyne	ACF Afrique de l'Ouest	c.breyne@actionagainsthunger.org.uk
Aissatou Faye Sow	ACF Afrique de l'Ouest	asta602003@yahoo.fr
Julian Galindo	Consultant/facilitateur	juliangalindo@yahoo.fr
Abdou Malam Dodo	Save The Children Niger	same.coord@savethechildrenniger.org
Bachir Yacouba	Save The Children Régional	b.yacouba@savethechildren.org.uk
Madeleine Evrard Diakite (abste 22/05)	Oxfam Régional	mediakite@oxfam.org.uk
Patrizia Papinutti	PAM BR Dakar	patrizia.papinutti@wfp.org
Papa Gormack Ndiaye	PAM BR Dakar	papa-gormack.ndiaye@wfp.org
Kinday Samba	PAM BR Dakar	kinday.samba@wfp.org
Anna Horner	PAM BR Dakar	anna.horner@wfp.org
Lucas Riegger	PAM BR Dakar	lucas.riegger@wfp.org
Nanthilde Kamara	FAO TCEO Dakar	nanthilde.kamara@fao.org

Annexe 4 : Principales différences entre les deux outils d'analyse

COMPARISON BETWEEN EFSA & HEA: METHODS & PROCESSES

METHOD	Emergency Food Security Assessment (EFSA)	Household Economy Analytical Framework (HEA Framework)
What are the objectives?	<ul style="list-style-type: none"> ✚ Estimate the number of food insecure people and the number of people at risks to lives and livelihoods; ✚ Identify the most appropriate and feasible response options to alleviate the short-term and address the long-term problems; ✚ Quantify food aid needs if food aid is appropriate. 	<ul style="list-style-type: none"> ✚ The objectives depend on the use (emergency needs assessment, development planning, policy evaluation, monitoring and evaluation of projects, poverty reduction planning, etc.); ✚ The six components of the framework (Livelihood Zoning, Wealth Breakdowns, Quantification of Livelihood Strategies, Problem Specification, Analysis of Coping Strategies and Projected Outcome Analysis) have specific objectives such as: <ul style="list-style-type: none"> • to enable geographic targeting of assistance; • to customise indicators for livelihoods monitoring systems; • to estimate numbers of people who will be affected by different changes; • to facilitate the prioritisation of resources; • to mathematically link between the shock and each relevant livelihood strategy; • to identify and provide support to people's own strategies of response; • to predict whether and when assistance is needed (up to nine months in advance) to help people survive and/or protect their livelihoods and to determine numbers in need. To model the potential beneficial effects of proposed policies or programs.
What is the conceptual framework?	<ul style="list-style-type: none"> ✚ The Emergency Food and Nutrition Security Conceptual Framework analyses the food and nutrition security situation to determine risks to lives and livelihoods in a food security crisis. The framework is an adaptation to UNICEF's Causal Framework of Malnutrition. 	<ul style="list-style-type: none"> ✚ The HEA Framework is comprised of two main components: The Baseline and Outcome Analysis. Each of these is broken down into three steps, thus the entire framework consists of six steps.
What indicators/information are collected?	<ul style="list-style-type: none"> ✚ Mortality (population level) ✚ Nutrition status (individual and population levels) ✚ Food consumption & food access (food security) (household level) ✚ Coping strategies (household level) ✚ Context specific indicators, including political, historical, agricultural (i.e. food availability), economic (i.e. market indicators), social etc.; 	<ul style="list-style-type: none"> ✚ Baseline: Markets; agro-ecological agro-economic and farming systems, population data ✚ Household productive and non-productive assets/capital base, demographic details, %by wealth groups ✚ Sources of food, sources of cash income, expenditures by wealth group; seasonal calendars; market/prices; crop and livestock productions; water sources; health/diseases; livestock health ✚ Coping strategies
What benchmarks and thresholds are used?	<ul style="list-style-type: none"> ✚ <u>Three Standard thresholds/benchmarks</u> 1) Crude Mortality: <ul style="list-style-type: none"> * < 1 death per 10 000 people per day (Reasonable health situation) * 1–2 deaths per 10 000 people per day (Elevated mortality) * > 2 deaths per 10 000 people per day (Health emergency) 2) Nutrition: <ul style="list-style-type: none"> * Wasting: weight-for-height scores are < -2 Z for children (risks to lives) * MUAC: < 12.5 cm for children, and < 22.5 cm for women (risk to lives) 3) Food Consumption Score: <ul style="list-style-type: none"> * Poor food consumption: 0 to 21. * Borderline food consumption: 21.5 to 35. 	<ul style="list-style-type: none"> ✚ Survival Threshold: total income requirements to cover 100% of minimum food energy needs (2100kcal) + costs associated with food preparation and consumption + any expenditure on water for human consumption. ✚ Livelihood Protection Threshold: context-specific; refers to the total income required to ensure basic survival, maintain access to basic services, sustain livelihoods in the medium to longer term, and achieve a minimum locally acceptable standard of living. <p>The Livelihoods Protection threshold is an 'emergency trigger'¹. In general, it is advised that:</p> <ul style="list-style-type: none"> * annual Survival Threshold gap of more than 10% needs to be met through an emergency response of some sort (whether food or non-food). * Livelihood Protection Threshold gaps of more than 0-10%

¹ According to HEA, the livelihoods protection threshold should not be confused with a development target, or an international standard associated with a global norm. The reason given is that if an emergency trigger was set to the international standards, there would be emergency interventions in most areas of the world most years, given that 4 billion people live below the poverty line. However, the survival and the livelihood protection thresholds are open to local modification based on the scope and objectives of the intervention.

METHOD	Emergency Food Security Assessment (EFSA)	Household Economy Analytical Framework (HEA Framework)
	<p>*Good food consumption: > 35.</p> <p>✚ Three context-specific thresholds & benchmarks for:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) Food access indicators 2) Coping Strategies 3) Severity of a crisis at population level (i.e. number of people at risk to lives and livelihoods in relation to mortality, nutrition, food security and coping strategies used). Tentative thresholds are: <ul style="list-style-type: none"> *> 10% at risks to lives: critical crisis; *> 30% at risk to livelihoods: severe crisis. 	<p>trigger the need for a livelihoods support transfer (direct or otherwise).</p>
<p>How is the information and data collected?</p>	<p>✚ <i>Initial Investigation</i>: Rapid secondary data review; contacts with key informants at national and local levels; a few site visits, if possible with purposive sampling to do observations, key informant interviews and a few household interviews for ground-truthing.</p> <p>✚ <i>Rapid EFSA</i>: Secondary data review; visits to relevant administrative centres and logistic hubs; visits to a sample of sites (if possible random sampling) with key informant and community group interviews; household survey; quick market review.</p> <p>✚ <i>In-depth EFSA</i>: Thorough secondary data review; extensive site visits with key informant and community group interviews; household survey with probability sampling or multiple in-depth sub-group discussions; nutrition survey, market survey.</p>	<p>✚ <i>Livelihood Zoning</i>: Semi-structured interviews; participatory workshops; secondary data and map review; selected field/village enquiries to ground-truth; GIS digitization; verification of results with key informants; census (population figures)</p> <p>✚ <i>Wealth Breakdowns</i>: Community level semi-structured interviews; follow-up verification in household-group representative interviews; use of census</p> <p>✚ <i>Livelihood Strategy Quantification</i>: Household-group representative semi- and highly-structured interviews with each wealth group; market trader interviews; price data from district/regional offices; production data for crosschecking collected from district or regional offices</p> <p>✚ <i>Problem Specification</i>: Depends on context, hazard and time of year; crop and livestock and price data collected by government (or alternative) monitoring system or seasonal assessment; remote sensing data; seasonal assessment gather other income data</p> <p>✚ <i>Coping Capacity Analysis</i>: household-group representative interviews; secondary information</p>
<p>Which type of sampling is used?</p>	<p>✚ <i>Initial Investigation</i> Purposive sampling whenever possible. If not possible, convenience sampling may be the only option, particularly if time and access are severely constrained; in this case, informants are chosen because they are accessible.</p> <p>✚ <i>Rapid & In depth EFSA</i> *Random sampling most commonly used to ensure extrapolation to wider population. *Purposive sampling sometimes applied in certain situations (in case of limited time, need for in-depth investigation on specific issue, etc.)</p>	<p>✚ <i>Livelihood Zoning</i>: Purposive sampling</p> <p>✚ <i>Wealth Breakdown</i>: Purposive sampling</p> <p>✚ <i>Livelihood Quantification</i>: Purposive sampling</p> <p>✚ <i>Problem Specification</i>: Depends on monitoring system – can be survey or cluster or purposive or combination</p> <p>✚ <i>Coping Capacity</i>: Same as Livelihood Quantification (purposive sampling)</p>
<p>How many households and communities are sampled?</p>	<p>✚ <i>Initial Investigation</i> *Between 2 and 4 “typical” households and/or 2 to 5 households or individuals with special needs interviewed</p> <p>✚ <i>Rapid EFSA</i> *Random sampling: a simple rule of thumb is to consider a sample size of between 150 and 250 households per geographic area or population group. *Purposive sampling: between 70 and 150 households per geographic area or population group</p> <p>✚ <i>In-depth EFSA</i> *Random sampling: approx. 250 households per stratum</p>	<p>Depends on the scope of the work: in the context of setting up a national early warning system, a full HEA Baseline would be required. The numbers below <u>apply just to the Baseline</u> – not the Problem Specification/Seasonal Assessment work, and are based on the example of SNNPR, a large region in Ethiopia:</p> <p>✚ <i>Livelihood Zoning</i>: Workshop based, with key informants from all around region, refined throughout the baseline fieldwork</p> <p>✚ <i>Wealth Breakdown Interviews</i>: at least 1 per community; 8 communities per livelihood zone; 4 – 8 people per interview; 38 livelihood zones in SNNPR → at least 304 interviews, including approx 1800 people</p> <p>✚ <i>Trader Interviews</i>: typically 2-4 per livelihood zone x 38 livelihood zones = 76 – 152 interviews for SNNPR region</p> <p>✚ <i>Household Representative Interviews</i>: at least 1 interview per wealth group; 4 wealth groups per village; 8 villages per livelihood zone; 32 interviews per zone; 3 – 5 people per interview; 38 livelihood zones in SNNPR → at least 1216 interviews, including approximately 4850 people</p>

METHOD	Emergency Food Security Assessment (EFSA)	Household Economy Analytical Framework (HEA Framework)
Which type of analysis is done?	<ul style="list-style-type: none"> ✚ <i>Initial Investigation</i> *Simple analytical tools, i.e. templates, excel, etc., use of absolute values rather than proportions ✚ <i>Rapid and In-depth EFSA</i> *Means, proportions, correlations, cross-tabulations, statistical analyses (regressions, multivariate analyses) to allow for extrapolation to the whole population and/or area and for comparison of results across time and space. 	<ul style="list-style-type: none"> ✚ <i>Livelihood Zoning</i>: Cross-checking and triangulation on-going throughout the workshop and field work ✚ <i>Wealth Breakdowns, Quantification of Livelihood Strategies</i>: Calculations to ensure things are adding up are done after each interview, and checks by the team leader; Information entered into the Baseline Storage Sheet with built-in internal checks on calculations and consistency. ✚ <i>Interim analysis</i> done after the first few villages to ensure gaps are identified, the general picture is piecing together, and specific information requirements are pursued in coming villages ✚ <i>Analysis of problem specification and projected outcomes</i>: done seasonally or as needed, usually using spreadsheets designed for HEA analysis
How and where is the method approach presented?	<ul style="list-style-type: none"> ✚ <i>EFSA Executive Briefs</i>: short and targeted ✚ <i>EFSA reports</i> are required to have a detailed method section, clearly describing the approach taken, tools used, assumptions made, problems encountered and general limitations of the process and analysis presented. 	<ul style="list-style-type: none"> ✚ <i>Decision-maker brief</i>: short and targeted; methodology background not included, HEA guidance usually footnoted ✚ <i>Full baseline reports, profiles, and livelihood zonings</i>; include methodology section ✚ <i>Seasonal assessment reports</i>; include methodology section or annex
Where is the information/ analysis stored?	<ul style="list-style-type: none"> ✚ Databases, publicly accessible 	<ul style="list-style-type: none"> ✚ <i>Baseline information</i>: stored in the Baseline Storage Spreadsheets ✚ <i>Problem specification information and reference information</i>: stored in the Livelihood Impact Analysis Spreadsheets (LIAS) ✚ <i>Outcome Analysis information</i>: stored in the LIAS

PROCESS	Emergency Food Security Assessment (EFSA)	Household Economy Approach (HEA)
Which type of skills, knowledge and experience are required for the team leader?	<ul style="list-style-type: none"> ✦ <i>Initial investigation</i>: Knowledge of the area and the effects of such events; skills in interviewing and analysing secondary data, quantitative and qualitative data; familiarity and ability to use various means to collect information (i.e. semi-structured interviews with key informants, formal interviews, group discussions, etc.) ✦ <i>Rapid EFSA</i>: Local knowledge; survey design, sampling, facilitating groups and household interviews, food security and economic/market analysis; analysis of qualitative data; simple quantitative analysis. ✦ <i>In-depth EFSA</i>: Local knowledge; survey design and management; food security, livelihood, economic/market and nutrition analyses; data management; statistical analysis of quantitative data; qualitative data analysis. 	<ul style="list-style-type: none"> ✦ <i>Livelihood Zoning</i>: The team leader / facilitator should be a highly experienced HEA practitioner, although team members / participants do not require much experience. People cannot be trained quickly to be team <i>leaders</i>. ✦ <i>Wealth Breakdowns/Livelihood Strategy Quantification</i>: Team leaders must have attended a baseline training and participated in fieldwork, analysis and production of outputs for at least 2 livelihood zones. ✦ <i>Analysis of Problem Specification and Projected Outcomes</i>: Team leaders must have attended outcome analysis or 'using the baselines' training and participated in one outcome analysis exercise. ✦ Formal certification levels and specific requirements are applied at each level.
How long does the assessment process take from start to final report?	<ul style="list-style-type: none"> ✦ <i>Initial Investigation</i>: 6 – 10 days ✦ <i>Rapid EFSA</i>: 2 – 6 weeks ✦ <i>In-depth EFSA</i>: 1 – 3 months 	<p>Depends on the scope of the work, number of livelihood zones and number of field teams working concurrently:</p> <ul style="list-style-type: none"> ✦ <i>Normal baseline assessment in <u>one</u> livelihood zone</i>: approximately 25 – 30 days from start to finish. ✦ <i>Rapid assessment in <u>one</u> livelihood zone</i> by an experienced practitioner with a local partner: 8 – 12 days
How long does design and planning take?	<ul style="list-style-type: none"> ✦ <i>Initial Investigation</i>: 1 day ✦ <i>Rapid EFSA</i>: approx. 4 days (including training for assessment teams and field-testing of HH questionnaire) ✦ <i>In-depth EFSA</i>: approx. 1 month (including preparation of sample frame, review of secondary data, design of data collection tools) 	<p>Depends on the scope of the work:</p> <ul style="list-style-type: none"> ✦ <i>Baseline assessment in <u>one</u> livelihood zone</i>: usually 2 days for secondary information review and planning + 4-6 days for training if team members are untrained; ✦ <i>Larger assessment</i>: about a week for planning, but training takes the same amount of time as above.
How long does data collection in the field take?	<ul style="list-style-type: none"> ✦ <i>Initial Investigation</i>: 2 - 3 days ✦ <i>Rapid EFSA</i>: 7 - 10 days ✦ <i>In-depth EFSA</i>: Approx. 3 weeks 	<ul style="list-style-type: none"> ✦ <i>Livelihood zoning</i>: Workshop usually 2-4 days, depending on size and complexity of region/country being zoned. ✦ <i>Wealth Breakdowns/Livelihood Strategy Quantification</i>: Baseline data collection for <u>one</u> livelihood zone: 10 – 14 days for a team of 2-4 people; length of time for a region or country depends on number of livelihood zones and number of field teams working concurrently. ✦ <i>Gathering Information for Problem Specification</i>: depends on the status of the monitoring system. Current year information can be gathered at the same time as baseline data collection if a formal monitoring system is unavailable.
How long does processing and analysis of data take?	<ul style="list-style-type: none"> ✦ <i>Initial Investigation</i>: 1 - 2 days ✦ <i>Rapid EFSA</i>: 8 - 10 days ✦ <i>In-depth EFSA</i>: 3 – 6 weeks 	<ul style="list-style-type: none"> ✦ <i>Livelihood zoning</i>: Data processing and analysis done during the workshop. The time needed for mapping the zones afterwards depends on the availability of digitised maps down to the smallest administrative unit. ✦ <i>Wealth Breakdowns/Livelihood Strategy Quantification</i>: 1 day for interim analysis + 2-3 days per livelihood zone for final analysis; length of time for a region or country depends on the number of livelihood zones. ✦ <i>Analysis of Problem Specification and Projected Outcomes</i>: 1 day to enter problem specification information and generate the outcome analysis for a number of livelihood zones
How long does report writing take?	<ul style="list-style-type: none"> ✦ <i>Initial EFSA</i>: 2.5 days ✦ <i>Rapid EFSA</i>: a preliminary report within 2-3 days of completing data analysis; draft of full report for circulation within maximum of 6-8 days of presentation of summary findings. ✦ <i>In-depth EFSA</i>: approx. 1.5 – 2 months, including analysis, drafting, large circulation for comments, and finalization 	<ul style="list-style-type: none"> ✦ About 3 days per livelihood zone + 5 days for a regional or national overview.

PROCESS	Emergency Food Security Assessment (EFSA)	Household Economy Approach (HEA)
What measures for quality control are in place?	<ul style="list-style-type: none"> ✚ EFSA Handbook and Technical Guidance Sheets ✚ Teams often comprise various agency representatives and sectors ✚ Internal Quality Monitoring Checklists ✚ Linkage Matrix to ensure that assessment findings are the basis for programmes ✚ Partnerships/Observers on missions ✚ External reviews of assessment reports ✚ Level of confidence in the data provided by analyst 	<ul style="list-style-type: none"> ✚ Standardized set of comprehensive training materials ✚ Internal consistency and cross-checks built into Baseline Storage Sheet and LIAS ✚ Team leader reviews all interviews ✚ Interim and final analyses designed to cross-check, triangulate and ensure accuracy – inclusion of many points of view from team members ✚ Teams comprise combination of people and skills usually from more than one agency
How are the results communicated?	<ul style="list-style-type: none"> ✚ Executive Briefs ✚ Assessment Reports ✚ Press Releases ✚ Presentations 	<p>Depends on the agency and purpose of the work. For example:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Oxfam – press releases, presentations, reports • SC-UK – reports, website, press releases, publications such as HPN, Disasters, etc. • FEWS NET - Decision-maker briefs, Livelihood profiles, Customized Briefs, Presentations, Website, Baseline reports • WFP – executive briefs, assessment reports, press releases, presentations

Annexe 5 : Restitutions des différentes séances de travail de l'atelier (tableaux de mise en commun)

SESSION 1 : « ANALYSE ET EVALUATION » - Mardi 22 mai 2012 (Après-midi)

Résumé des points forts exposés par les différentes présentations :

- D'une manière générale, grâce aux deux outils on arrive à répondre aux principales questions concernant la vulnérabilité (zonage, profilage HH, nb HH vulnérables, compréhension des moyens d'existence, saisonnalité...)
- Les analyses permettent d'élaborer des projections /scenarios
- Les analyses permettent généralement une assez bonne définition des critères de vulnérabilité
- Il existe généralement un consensus multipartenaires pour la validation des critères
- Les agences/organisations disposent d'outils d'analyse divers et complémentaires
- Certains outils permettent d'obtenir des résultats rapides (*outcome analysis*, EFSA)
- Les outils dont on dispose permettent généralement d'adapter les réponses
- Il commence à y avoir des expériences de capitalisation des données

Résumé des points faibles exposés par les différentes présentations :

- Délais parfois trop longs entre analyse et programmation/ciblage (risques de changement)
- Difficulté d'articulation entre analyse et programmation/ciblage opérationnel (sélection des bénéficiaires)
- Souvent, critères de sélection et nombre de bénéficiaires sont déterminés par les contraintes budgétaires
- Faible fiabilité des certaines données (*listes de villages, population totale, listes des ménages*)
- Représentativité de certains résultats, notamment lors des *outcome analysis* du HEA (extrapolation ?)
- Pressions exercées sur les agences et les équipes au moment de la programmation et du ciblage
- Difficulté à intégrer des évaluations issues des 2 types d'outils (VAM-HEA) lors de l'élaboration de programmes stratégiques au niveau national (notamment à cause de niveaux spatiaux d'analyse différents)
- Insuffisance des capacités au niveau de certains partenaires locaux pour mener à bien les analyses
- Coût élevé
- Difficulté de prise en compte de certaines dynamiques et facteurs sociaux (*mécanismes solidaires et de redistribution, transferts extérieurs d'argent, mobilité des populations, etc.*)
- Aspects importants non pris en compte par ces outils (dynamiques économiques, nutrition)
- Difficulté d'analyse en zone urbaine

Résumé des leçons tirées exposées par les différentes présentations :

- Importance de l'implication des communautés
- Importance de la compréhension et validation des critères de ciblage dans les communautés
- Importance et nécessité des outils de contrôle, monitoring, M&E
- Importance de la formation des analystes
- Importance de la question de la fiabilité (collecte des données...)

Questions en suspens :

- Possibilité et validité des extrapolations (zonage, profilage, projections dans le temps...)
- Quel niveau spatial d'analyse (jusqu'où on descend ?)
- Quelles approches, quels outils lorsque le temps et les moyens sont limités ?
- Comment combiner/intégrer les différentes approches (ex : niveau d'analyse) ?
- Comment prendre en compte les mécanismes sociaux ?

TRAVAUX EN GROUPES

Questions :

- Quels résultats attendons-nous afin de fournir de bonnes recommandations?
- Quels sont les aspects clés qui déterminent et conditionnent la qualité de l'information qui permettra d'aboutir aux critères de ciblage (au niveau spatial, ménage, temporel)?
- Quels sont les limites à l'obtention de critères de ciblage observables et vérifiables?
- Quelles améliorations des outils pour aboutir à des critères plus pertinents?

Session 1, Restitution des groupes de travail :

Questions	Groupe 1	Groupe 2	Groupe 3
Résultats attendus	<ul style="list-style-type: none"> Avoir une idée sur l'ampleur et la sévérité du choc (5 questions VAM : où, qui, combien ?, leurs besoins, les moyens d'existence, stratégies de survie avec défi de seuils de survie/protection...) Analyse prévisionnelle (type de choc, durée, scenarii) Idée sur les prévisions pour imaginer les réponses possibles 	<ul style="list-style-type: none"> Caractérisation préalable des moyens d'existence et des groupes de ME (en tenant compte de la saisonnalité des activités, typologie des populations, systèmes de productions...) →Avoir une caractérisation en 'année normale' avant le choc- Caractérisation du choc (type, ampleur spatiale, intensité, sévérité à mettre en relation avec les moyens d'existence) Apprécier l'impact du choc sur les conditions de vie des HH affectés / groupe de moyens d'existence (revenus, dépenses, conso alim., stratégies d'adaptation, moyens de production) pour identifier espace entre avant et après le choc (Gap) ce qui implique des recommandations 	<ul style="list-style-type: none"> Une cartographie de la situation de référence (?) devant inclure: <ul style="list-style-type: none"> Calendrier (agri, événements) Profil socio-éco des ménages Cartographie de la sécurité alimentaire par ZME répondant aux questions (Pb ?, Qui ?, Qd ?, Où ?, Comment ?) Indicateurs : ISA, MAG/chronique, productions, accès marchés, CSI. / Par ZME Calendrier : Climat, productions, événements, santé/Nut/épidémio, Socio-polit., culturel
Critères clé	<ul style="list-style-type: none"> taille de l'échantillon type de collectes des données (qualitatives et quantitatives) triangulation des données Participation des différents acteurs (partenariats) 	<ul style="list-style-type: none"> triangulation des infos, points de vue différents consensus des acteurs (population, acteurs du domaine, étatiques, non étatiques...) quanta à : l'approche de l'analyse, les méthodes, la qualité des données, l'analyse existence des données secondaires de qualité avant même le choc permettant de relativiser et de mettre en perspective importance de la proximité (point discute dans la salle car pose question et susceptible de fournir des données biaisées d'où la nécessité de trianguler les infos) aidant les populations à avoir confiance (meilleure compréhension du choc et de son impact) 	
Limites	<ul style="list-style-type: none"> manque de synergie entre données qualitatives et quantitatives (difficulté d'analyser ensemble ces deux types de données) 	<ul style="list-style-type: none"> Localisation des ménages (urbain, péri-urb. Rural) (difficulté dans l'harmonisation du travail) mobilité des populations (question des transhumants, exodants) fiabilité des données (démographiques, recensement, agriculture, élevage...) pression communautaire Prise en compte des interactions entre groupes de populations Difficulté d'analyse en zone urbaine 	<ul style="list-style-type: none"> Absence/défaillance des SAP Coût élevé Temps d'exécution importants Logistique Formation et disponibilité des ressources humaines méthodologie, fiabilité, rapidité de collecte d'infos Faible implication des communautés temps, délais dus à validation politique
Amélioration des outils	<p>approche communautaire (plus gde implication de tous les acteurs dans la prise de décision)</p>	<ul style="list-style-type: none"> tirer le meilleur de chaque type d'outil afin d'aboutir à un outil mixte HEA/VAM, intégration et complémentarité (en termes de type 	<ul style="list-style-type: none"> avoir des bases de données communes couplées avec cartographie HEA/VAM mises à jour régulièrement, extrapolables et

		<p>d'échantillonnage, d'indicateurs, etc.)</p> <p>Apports complémentaires du groupe en discussion</p> <ul style="list-style-type: none"> • Il faut lier le travail de mise en place d'une ligne de base/analyse de la situation de référence à la problématique de caractérisation de la vulnérabilité chronique et transitoire • Il faut arriver à disposer de résultats par ZME et par zones administratives • De la même manière, il faut utiliser la ligne de base lors de l'élaboration des projections liées à la programmation • Il faut apporter une attention particulière au « timing » des évaluations, aussi bien au moment de collecte des données qu'aux délais d'analyse et de publication des résultats 	<p>représentatives</p> <p>Questions : Jusqu'à quel niveau ?, quel coût ?</p> <ul style="list-style-type: none"> • Utilisation de nouv. Tech. Pour agiliser la transmission de l'info (SIG pour pasto/agro, NTIC)
--	--	--	--

SESSION 2 : CIBLAGE ET SELECTION (Synthèse des travaux en groupe) - Mercredi 23 mai 2012 (Matin)

Questions	Groupe 1	Groupe 2	Groupe 3
<p>Quelles sont les données fondamentales dont on a besoin pour mener à bien le ciblage/la sélection des bénéficiaires ? où les trouve-t-on (existantes, inexistantes, partielles) ?</p>	<p><i>En fonction de leur source</i> Données issues des évaluations FS (VAM/HEA) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Cartographie avec zones vulnérables • Profil des ménages vulnérables • Population affectée <p>Données issues d'autres sources/acteurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Liste complète des villages • Cartes administratives à jour • Recensement des populations • Liste des villages affectés (fournie éventuellement par services techniques/ partenaires locaux) • Listes des ménages identifiés comme vulnérables (fournies éventuellement par les services sociaux) • Cartographie des autres interventions 	<p><i>En fonction du niveau géographique</i> Niveau « zone d'intervention »: <i>-Données statistiques (secondaires)</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Pop. totale, • Taille moyenne des ménages • Idéalement, liste des villages (avec leur pop.) • Taux de prévalence d'insécurité alimentaire (par cat. Socio-éco) • Taux de malnutrition (pas vraiment nécessaire) • Infos qualitatives (saisonnalité, mobilité de la pop...) • Eventuellement, infos secondaires permettant de cibler les villages les plus affectés, afin d'affiner le ciblage géographique • Infos sur les autres programmes d'assistance <p>Niveau village : <i>-Données statistiques brutes</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Nb de ménages à assister (souvent lie à capacité d'assistance) <p><i>-Données issues de l'analyse</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Profilage des ménages en insécurité alimentaire <ul style="list-style-type: none"> ○ Soit profil HEA ○ Soit facteurs socio-éco de vulnérabilité (chef de mén. Femme...) ○ Soit profil issu d'enquêtes ménage/FGD • existence de mécanismes de solidarité/entraide • existence de minorités peu visibles <p><i>ATTENTION : différence entre avoir des enquêtes dispo (EFSA/PAM) ou profils HEA</i></p>	<p><i>En fonction du niveau géographique</i> Ciblage des villages :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Liste des villages et population mises à jour • liste des bases de données nat, reconstitution locale (admin+ collectivités locales) • Filtrage des villages selon besoins et objectifs de l'intervention et des moyens financiers (système ranking) selon: <ul style="list-style-type: none"> ○ moyens d'existence ○ profil vulnérabilité ○ calendrier ○ couverture des intervenants ○ niveau de déficit ○ accès aux soins de sante ○ données de santé/nutrition ○ accès aux marches ○ enclavement des villages <p>Sélection des bénéficiaires par:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Données socio-éco minimales par ménage (âge, sexe, actifs, exodes, animaux, biens) → dans EFSA ou HEA • Taux d'insécurité alimentaire au sein des différentes catégories socio éco • Sources de revenus/dépenses
<p>Quels sont les éléments qui déterminent un bon ciblage/une bonne sélection ?</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Critères de ciblage fiables, pertinents, consensuels, applicables, mesurables • Implication des communautés dans l'identification et la validation des critères (à travers des comités reconnus et fonctionnels) • Implication des services techniques de l'Etat, capacité (logistique, financière, en personnel) de mise en œuvre • Garder en tête les contraintes de programmation 	<ul style="list-style-type: none"> • La détermination des critères de ciblage doit venir à la fois : <ul style="list-style-type: none"> ○ Des critères de vulnérabilité identifiés lors de l'analyse (enq. EFSA si niveau de précision suffisant, profil HEA, type des ME, minorités, mobilité...) ○ Des critères identifiés et validés de manière participative en FGD ou AG • Identification des ménages correspondant à ces critères (liste) en gardant à l'esprit le caseload. • Vérification des listes (par enquêtes, visites aléatoires) avant validation. 	<ul style="list-style-type: none"> • Choisir des critères vérifiables • Prise en cpte des avis des acteurs locaux • Implication des comités dans la validation des critères lors de FGD • Croisement/triangulation des listes • Tri • FG pour validation finale
<p>Quelles sont les</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Temps, délais entre publication des résultats des 	<ul style="list-style-type: none"> • Processus « lourd » en temps et ressources 	<ul style="list-style-type: none"> • Risques de faible fiabilité de certaines données de

<p>limites/contraintes liées aux étapes de ciblage/sélection ?</p>	<p>évaluations et programmation/ciblage (risque de changements)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Besoins importants en ressources humaines, logistiques et financières • Possible manque de données • Possible manque de consensus (au sein des comités, au niveau politique) • Souvent, manque de transparence dans l'application des critères • Risque de mobilité des bénéficiaires • Difficulté d'accès aux bénéficiaires • Difficulté de mise en œuvre en milieu urbain 	<p>financières</p> <ul style="list-style-type: none"> • Problèmes « politiques » : pression communautaire, acceptation • Contraintes liées à programmation, rapport entre « caseload »/besoins ou taille de la zone d'intervention → pose le pb. « couverture » • Blocages en cas d'insuffisance/non-fiabilité des données (pop. Des villages, prévalence de l'insécurité alim., liste des villages/villages touchés, profils HEA) 	<p>base (population, taux malnut....)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Pression communautaire • Pression politique • Logistique selon volume • Ressources financières limitées • Capacité et rigueur des partenaires sur le terrain • Temps
<p>Quelles améliorations peut-on apporter aux outils de ciblage/sélection ?</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Réduire le temps entre planification et mise en œuvre • Mettre l'accent sur la représentativité des comités de ciblage/sélection (<i>présence des leaders naturels, représentation de toutes les communautés, approche genre, représentativité des différentes classes socio-économiques...</i>) • Renforcement de l'approche communautaire • Responsabiliser les communautés dans l'identification des ménages vulnérables • Capitalisation des bases de données (par qui ?) • Disposer d'un « format type » pour les bases de données • Intégration de l'analyse de la situation des ménages non-bénéficiaires dans les PDM 	<ul style="list-style-type: none"> • Analyses, SAP, systèmes de surveillance doivent être adaptés afin de fournir un maximum de données sur les besoins, caseloads, etc. et de gagner du temps au moment où surviennent les chocs • Leurs résultats et la manière de les présenter devraient être plus orientés vers les besoins de programmation et processus de ciblage, pour être plus facilement exploitables. • Ne pas attendre les crises pour savoir où sont les ménages vulnérables. Responsabiliser les communes/actions sociales et les impliquer dans processus village, pour avoir les listes très tôt. • Mettre les SAP au service de l'identification de la vulnérabilité chronique. 	<ul style="list-style-type: none"> • Améliorer représentativité et implication communautaire • Vérification des données ménages et reprise si erreur • Capitaliser et archiver base de données • PDM bénéficiaires • Capitaliser suivi évaluation pour efficacité et efficience (réduire les temps et les moyens requis lors de futurs ciblage) • Question de l'amélioration des SAP qui devraient permettre d'avoir des données fiables et d'intervenir rapidement • Améliorer la rigueur de ciblage, davantage de HEA de référence (mais attention à extrapolation !) • Amélioration des données de base • Améliorer coordination intra et inter structures

SESSION 3 : MISE EN OEUVRE (Synthèse des travaux en groupe) - Mercredi 23 mai 2012 (Après-midi)

DYNAMIQUES POLITIQUES (Niveau national, régional)		DYNAMIQUES COMMUNAUTAIRES (Niveau local)	
AVANTAGES	CONTRAINTES	AVANTAGES	CONTRAINTES
<ul style="list-style-type: none"> • Synergie avec les services de l'état pour faire remonter les informations • Elaboration de plans de réponse (crédibilisation du choc, de l'analyse) • Les orientations générales des gvts peuvent contribuer à la prise de décisions • Transfert de capacités mutuel • Leadership naturel des gvts • Appropriation • Meilleur accès aux comm si serv décentralisés • Instituts spécialisés en eval dans certains pays • Appui logist de certains partenaires • Concertation sur une approche d'eval, ciblage (ex : BF) 	<ul style="list-style-type: none"> • Non acceptation des résultats des analyses (a cause d'agendas politiques, ex : Niger 2005) • Manque de moyens des services étatiques • Manque d'intérêt de la part des resp pol • Ciblage peu flexible • Manque de définition au niveau de leur mandat (gestion crise) • Difficulté d'élaboration de stratégies à court moyen terme lorsque faible implication (ex : Tchad) • Variations imposées (caseloads, zones) qui perturbent la programmation • Difficulté à chiffrer leurs contributions • Implication politique au niveau du ciblage peut introduire des biais • Faible implication dans les systèmes de S&E • Critères méthodologiques imposés (zones, échantillon) • Manque de données désagrégées par niveau administratif inférieur • Influence des calendriers politiques, élections (ex : saupoudrage) • Dépendance des plans de réponse • Différences dans les indic de succès, performance 	<ul style="list-style-type: none"> • A priori, bonne connaissance des situations, besoins • Meilleure acceptation des critères de ciblage si validation commune • Transfert des capacités au sein des communautés 	<ul style="list-style-type: none"> • Influence des pouvoirs locaux (biais) • Education (dialogue difficile) • Faible fiabilité, manque de données au niveau village • Existence de systèmes de redistribution, partage • Ciblage peut créer conflits • Faibles capacités matérielles et fin pour participer plus activement au ciblage • Pb de représentativité de certaines pers ressource
MESURES DE VALORISATION		MESURES DE VALORISATION	
<ul style="list-style-type: none"> • Meilleure intégration/implication dans les processus d'analyse • Sensibilisation/plaidoyer sur l'intérêt des analyses • Renforcement de leurs capacités (mat et fin) • Valoriser/renforcer/créer des structures de coordination (type clusters) • Ponts avec d'autres services (type action sociale) • Amélioration des cadres d'analyse nationaux en dehors des chocs • →valorisation des systèmes d'identification des chroniques • Appui à la création de formations spécifiques à l'analyse (universités) • Transfert d'outils aux gouvernements 		<ul style="list-style-type: none"> • Utilisation de moy de com (radio) pour faire passer les messages • Entretiens qualitatifs • Comites de ciblage • Sensib sur pgs/actions • Mécanismes de plaintes 	

SESSION 5 : MISE A L'ECHELLE - Jeudi 24 mai 2012 (Après-midi)

1. Travail en groupe

Question

Quelles sont les contraintes pour une mise à l'échelle (timing et timeframe, volume financier, partenariats, formation, RH)
→ Identification, proposition de mesures d'atténuation

Restitution :

	Groupe 1	Groupe 2	Groupe 3
Contraintes de mise à l'échelle	<ul style="list-style-type: none"> • Décentralisation des capacités • Personnel bien formé et disponible • Manque de temps • Ressources financières, matériel (MUAC, PDA...) • Systèmes admin et financiers plus flexibles • Infrastructures • Environnement (sécurité) • Disponibilité des partenaires et de leurs ressources • Bailleurs de fonds et leur propre lenteur admin • Changement incessant et intempestif du personnel 	<ul style="list-style-type: none"> • Financement insuffisant, risques : manque d'impact des programmes (qualité, objectifs manqués) • Ingérence politique (accès de certaines régions par ex) • Insuffisance qualité de l'évaluation des besoins : difficulté de faire des projections et mise à jour, rigidité dans la programmation/ financement • Manque de capacités • Faible articulation entre les partenaires (différence de mandats) 	<ul style="list-style-type: none"> • Efficacité des SAP ? (manque de mise à jour) • Faible implication des Etats dans SAP (souvent soutenu par partenaires extérieurs) • Manque de coordination des bailleurs • Lacunes dans les profils des ZME qui conditionnent l'extrapolation • Manque d'anticipation/ planification des temps de ciblage lors des phases de programmation • Complexité/contraintes sociales pour les équipes de terrain lors des étapes de ciblage
Atténuations	<ul style="list-style-type: none"> • Approche verticale, équipe support prête à être déployée • Relais locaux (bottom up) • Mise en place de plans de contingence • Bonnes baselines • Renforcement continu des capacités • Mise à disposition de personnel inter agences • Accords de partenariat planifiés, budgétisés • Partenariats avec secteur privé 	<ul style="list-style-type: none"> • Sensibilisation des politiques pour faciliter la mise à l'échelle • Inclusion de projections dans les évaluations des besoins • Démarche itérative (update des évaluations) • Renforcement de la coordination entre partenaires • Visibiliser certaines étapes de préparation dans les documents de planification • Renforcement des capacités • Recherche de partenaires 	principes inverses !

Commentaires en plénière

- globalement, dans les contraintes : peu de planification, manque d'anticipation des différents acteurs (y compris au niveau du ciblage)
- solution : inscrire étapes préalables dans activités
- étapes de préparation très complexes et exigeantes (ciblage), lourdes, difficile à gérer sur le terrain
- ex du cash dont processus très lourd à mettre en place, contrairement à distribution de vivres. Du coup, est-ce que cash adapté à situation d'urgence ?

SESSION 5 : RECOMMANDATIONS ET POINTS D'ACTION - Vendredi 25 mai 2012 (Matin)

« Blocs » de réflexion pour les groupes de travail

1. Que faudrait-il faire et avec quels acteurs pour améliorer la prise en compte à la fois de la vulnérabilité chronique et conjoncturelle dans tout le processus de l'analyse au suivi/évaluation?
2. Comment aboutir à un guide de bonnes pratiques sur la complémentarité entre les deux méthodes (HEA/VAM)? Avec quels acteurs? A quel niveau?
3. Quels points d'action pour capitaliser les leçons apprises en termes de méthodes de ciblage et S&E pour pouvoir les valoriser lors de la prochaine crise?

RESTITUTION – MISE EN COMMUN

Que faudrait-il faire et avec quels acteurs pour améliorer la prise en compte à la fois de la vulnérabilité chronique et conjoncturelle dans tout le processus de l'analyse au suivi/évaluation?

Recommandations	Points d'action
<p>Prise en compte de la vulnérabilité chronique</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Renforcer les cadres nationaux de concertation pour inclure vulnérabilité et chronicité ▪ Renforcer l'analyse au niveau des groupes de pop affectés (caractérisation chronique/transitoire) ▪ Capitalisation/revue des données. Intégrer d'autres niveaux de données (niveau de vie des ménages, indices de pauvreté au niveau national, séries agro, etc.) ▪ Elargir cadre de suivi/évaluation (en s'appuyant sur le leadership des gvts) ▪ Elargir le cadre partenaires (en intégrant les safety net) ▪ Elargir le cadre/articulation chronique/transitoire <p>Amélioration de la prise en compte de vulnérabilité chronique</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Développer contacts et réseaux avec les structures en charge de l'analyse et prise en charge de la pauvreté/vulnérabilité chronique (Ministères, Banque Mondiale, acteurs du développement). Travail autour des indicateurs de la pauvreté à différents niveaux, HEA-indicateurs nationaux (relativité) ▪ Incorporer l'analyse de la vulnérabilité chronique dans les outils utilisés par les acteurs humanitaires, et les SAP ▪ Coordination entre programmes d'urgence et actions de long terme lors de la programmation des réponses d'urgence (acteurs humanitaires/acteurs du développement) ▪ Renforcer les capacités de suivi de la vulnérabilité chronique par les acteurs locaux (communes, mairies, collectivités territoriales) <p>Amélioration de la prise en compte de vulnérabilité conjoncturelle</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Promotion d'outils d'analyse qui mettent en lumière la vulnérabilité conjoncturelle ▪ Développer la complémentarité VAM/SAP/HEA ▪ Amélioration des mécanismes d'alerte précoce régionaux : cadre harmonisé (amélioration de la qualité des indicateurs) 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Renforcer le plaidoyer auprès des gouvernements, bailleurs et acteurs du développement sur la prise en compte systématique de la vulnérabilité chronique ▪ Inclure des partenaires de recherche (anthropologie, sociologie) pour mieux comprendre le lien entre les 2 type de vulnérabilité dans une optique d'amélioration de l'analyse et des indicateurs (et de leur qualité) ▪ Amélioration des indicateurs du cadre harmonisé pour une prise en compte systématique de la vulnérabilité chronique (ex : ICP) ▪ Rendre visibles, communiquer autour des initiatives d'intégration entre sécurité alimentaire et pauvreté (ex : BM-PAM)

Comment aboutir à un guide de bonnes pratiques sur la complémentarité entre les deux méthodes (HEA/VAM)? Avec quels acteurs? A quel niveau?

Recommandations	Points d'action
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Elaboration d'un guide de bonnes pratiques au niveau national et régional <p>Autour des ZME</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Mise à jour des profils ZME et remplissage des « gaps » ▪ Prise en compte des ZME dans les échantillonnages des outils VAM ▪ Travail sur la concordance/compatibilité entre les ZME et le découpage administratif 	<p>AU NIVEAU NATIONAL</p> <p><i>Soit en partant de l'expérience concrète de pays où les deux méthodes ont déjà été mises en place (plus rapide), soit en mettant en place des expériences pilote (long terme) :</i></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Mise en place d'un groupe de travail au niveau national (réunissant SAP, PAM, ONG ayant travaillé avec HEA et FAO) pour : <ul style="list-style-type: none"> → Faire le bilan et l'analyse de la crise de 2012 en même temps que la planification pour 2013, en partant des zones ou les 2 méthodes ont été implémentées (ex : Tchad, Burkina Faso, Niger) → A partir de là, dégager les forces, faiblesses et convergences/synergies entre les 2 méthodes (+ remplir les « gaps ») → Triangulation des données EFSA/HEA → Aboutir à une cartographie de vulnérabilité qui tient compte de la saisonnalité <p style="text-align: center;">↓</p> <ul style="list-style-type: none"> → Tirer les leçons et mise en place du guide des bonnes pratiques. <p>AU NIVEAU REGIONAL</p> <ol style="list-style-type: none"> 2. Réunir les acteurs (CILSS, PAM, SAP, FAO) et établir une cartographie de la vulnérabilité selon saisonnalité (cadre harmonisé, IPC) 3. Faire plaidoyer pour que guide soit applicable dans les différents pays. <p>Comment ?</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Mettre ensemble des analystes des 2 méthodes pour un bilan permettant de comprendre, extrapoler, déterminer une cartographie de la vulnérabilité (+ gaps), mutualiser au maximum les efforts d'analyse ▪ Mise en commun du travail des analystes sur : <ul style="list-style-type: none"> ○ « Ways of working » ○ Evaluation du ciblage ▪ Aboutir à programmation régionale ▪ Atelier de capitalisation au niveau de la complémentarité : suivi d'un test pilote (analyse/programmation, ciblage) et remontée au niveau global pour l'élaboration de guide. ▪ Changer les méthodologies HEA et VAM (travailler sur les complémentarités de l'une et de l'autre) et arriver à une nouvelle méthodologie intégrée, faire un test, valider avant l'élaboration du guide. <p><i>Cas concrets : Tchad, BKF et Niger pour concrètement analyser les 2 méthodes</i></p>

Quels points d'action pour capitaliser les leçons apprises en termes de méthodes de ciblage et S&E pour pouvoir les valoriser lors de la prochaine crise?

Recommandations	Points d'action
<p>Gestion de l'information</p> <ul style="list-style-type: none">▪ S'assurer que bases de données au niveau d'un pays soient harmonisées (format commun) entre partenaires et centralisées (par le PAM ?)▪ Conserver les listes des bénéficiaires au niveau des communautés, villages, autorités locales avec des formats compatibles <p>Processus</p> <ul style="list-style-type: none">▪ Evaluation, capitalisation et partage d'expériences sur les méthodes de ciblage (en partant de la gestion de la crise de 2012)	<p>1. Mise en place d'un atelier bilan (ex : au Tchad)</p> <p>Niveau local (département, intra-cluster, inter-cluster)</p> <p>Puis niveau national (clusters)</p> <ul style="list-style-type: none">→ En partant de la gestion de la crise de 2012, bilan des forces, faiblesses, opportunités autour du ciblage, suivi-évaluation et coordination entre acteurs→ Archivage et mise en commun des bases de données existantes (format unique)→ Recommandations pour la mise en place d'une base harmonisée→ Elaboration d'un guide de bonnes pratiques